



DÉMERON

CONTRE ISRAËL

J.J. Pauvert
éditeur
Libertés
nouvelles 7

CONTRE ISRAËL

ISRAËL

Pierre
DÉMERON
CONTRE
ISRAËL

ISRAËL

Pierre Démeron

Contre Israël

J.J. Pauvert éditeur
Libertés nouvelles 7
Collection dirigée par Jean-François Revel

Paris 1968

Nous avons maintenu la typographie erronée, mais si révélatrice, qui consiste à mettre une majuscule à "Juif", contrairement aux usages les plus solidement établis. Nous avons inséré quelques notes pour rectifier quelques erreurs flagrantes.

Aux Palestiniens à qui depuis vingt ans l'Occident fait payer ses crimes et ses dettes à l'égard des Juifs.

A tous les Arabes humiliés et offensés à travers eux et avec eux.

Aux Français d'origine juive qui refusent d'être complices de cette ignominie.

AVERTISSEMENT DU DIRECTEUR DE LA COLLECTION

Je rappelle que la collection « Libertés » a pour programme la publication de « La Littérature de combat de tous les temps et de toutes les tendances ». Ce programme implique évidemment que le directeur de la collection et l'éditeur ne sont pas, ne peuvent pas être d'accord avec tous les textes qu'ils publient. « Libertés nouvelles » plus particulièrement est une collection d'affrontement et non d'endoctrinement. L'intérêt des problèmes traités, le talent avec lequel ils le sont, constituent les seuls critères retenus pour la publication. L'éditeur et le directeur de collection n'ont donc pas à prendre d'autre parti que littéraire, et ils n'ont pas à préciser où vont leurs préférences respectives. Cependant, étant donné l'étendue des passions soulevées [12] par le conflit israélo-arabe de 1967 et la portée morale des questions qui s'y rattachent, le signataire du présent avertissement tient à signaler, à titre purement personnel, qu'entre les deux textes fort talentueux de Monsieur Jacques Givet [*La gauche contre Israël ?*] et de Monsieur Pierre Démeron figurant dans « Libertés nouvelles » ce sont les arguments pro-israéliens de Monsieur Givet qui ont emporté sa conviction. Ce choix politique et moral ne lui donnait pas plus le droit de refuser la parole à l'avocat de la partie adverse qu'il ne lui ôtait celui de goûter les qualités du discours que l'on va lire.

Jean-François Revel

[13]

En 1948, les Juifs savaient par expérience ce qu'ils faisaient; et ce fut leur suprême tragédie que la leçon tirée de leur affrontement avec les nazis les ait conduits non à éviter, mais à imiter certains des crimes commis par les nazis contre les Juifs.

Arnold Toynbee, *A study of History*

[14]

Même le rappel d'Auschwitz ne doit pas faire pression sur nous pour nous inviter à soutenir la mauvaise cause. Je parle en tant que marxiste d'origine juive qui a vu mourir une partie de sa famille à Auschwitz et qui a des parents en Israël.

Isaac Deutscher dans sa dernière interview accordée à la *New Left Review*. (Été 1967)

[15]

Le Christ est un réfugié palestinien. Moi qui suis juif, je le comprends je le vois. Pourquoi tant de chrétiens sont-ils aveugles? Pourquoi ont-ils pris parti pour les plus riches, les plus forts, les plus puissants, pour ceux qui ont livré à la mort celui que je considère moi, juif, comme un rabbi pauvre de mon espèce, insupportable à la bourgeoisie et que vous, chrétiens, considérez comme votre Messie ? Qui a assassiné le Christ? On va bientôt le savoir, si on ne le sait déjà, par les événements de Palestine.

Emmanuel Lévyne, *L'Orient*, 31-12-67.

Contre Israël

[19]

La victoire d'Israël en juin dernier, C'est entendu, est un chef-d'œuvre de préparation et d'exécution diplomatique et militaire.

Le dernier en date de ses «Blitzkriege » a donné à l'État hébreu l'occasion d'occuper de nouveaux territoires arabes, qu'il se promet d'annexer en totalité ou en partie, comme déjà Jérusalem, proclamée capitale de l'État juif dans le plus parfait mépris des résolutions de l'O.N.U. Il s'est ouvert de nouveau, et comme en 1956 à coups de canon, le golfe d'Akaba. Ses soldats campent au bord du canal de Suez. Il exploite aujourd'hui le pétrole du Sinai.

« Bravo petit », comme dit Jean Cau. (1)

[20]

Pour un pays qu'on nous annonçait menacé d'extermination, voilà un retournement de situation qui tient du prodige...

Mais il y a des victoires qui coûtent cher. La victoire-éclair des panzers de Dayan a rendu toute solution du conflit israélo-arabe inimaginable, impossible tout dialogue autre qu'à coups de canon. Elle a fait perdre à Israël, devenant un occupant comme les autres, une bonne part du capital de sympathie que lui valait le martyr des Juifs sous le nazisme. Elle l'a privé surtout de son arme la plus redoutable. Non pas de ces «Mirage» sur lesquels le général de Gaulle a fait mettre l'embargo mais de l'arme psychologique irremplaçable qui transformait les adversaires de sa politique en statues de sel : l'infamante accusation d'antisémitisme, systématiquement portée contre ceux qui, se refusant à tout confondre - question juive et problème israélien -, n'acceptaient pas d'approuver, en mémoire des innocentes victimes du nazisme, la politique d'Israël depuis son imposition en Palestine.

[21]

Trop utilisée depuis vingt ans, elle commençait de faire long feu. Elle est désormais inutilisable.

Elle l'est devenue depuis que, sur les grands boulevards, à Saint-Germain-des-Prés, avenue de Wagram devant l'ambassade d'Israël, ou au Cirque d'Hiver, dans les nombreuses manifestations de soutien à Israël, on a pu voir les antisémites de jadis et de toujours fraternellement mêlés aux demi-soldes de l'O.A.S., aux chômeurs du colonialisme, aux égorgeurs de fatmas, aux défenseurs par le feu, par le sang et par l'eau des baignoires des valeurs

¹ Dans *Candide* du 31-7-67.

chrétiennes, bras dessus, bras dessous avec des Juifs «de France» qui brandissaient le drapeau israélien, chantaient en hébreu «l'Hatikva», et criaient «les Français avec nous», comme s'ils se considéraient comme des étrangers.

Tous ceux qui avaient tout perdu, fors leurs préjugés, et leur haine des rats, prenaient en ces jours de gloire - et sans danger - leur revanche par soldats et par courages interposés. La victoire de Dayan, c'était leur victoire. Sur les klaxons «Israël [22] vaincra » sonnait - le hasard fait bien les choses - « Tititi - tata » comme naguère «Algérie française»...

Tout Paris manifestait en faveur de cette « courageuse République », comme l'appela Guy Mollet, menacée de génocide par « Nasser-Hitler » et ses hordes d'Arabes fanatiques au cimenterre toujours entre les dents : Edmond de Rothschild, Sammy Davis, P. Schmittlein à qui M. Bourghès-Maunoury, l'homme de Suez, confiait « Ah! si les Américains nous avaient laissés continuer en 1956! », Luis Mariano, qui regrettait sans doute de ne pas savoir l'hébreu pour chanter « l'Hatikva » comme tout le monde, le publicitaire M. Bleustein-Blanchet, Mme Soustelle dont le mari aurait tant voulu appliquer une solution « à l'israélienne » à l'Algérie, le grand-rabbin Kaplan, Richard Anthony, le général Kœnig, héros de Bir-Hakeim, allié d'affaires de Marcel Dassault et président de l'Alliance France-Israël, Sacha Distel., A. Sanguinetti, l'ex-chef des barbouzes, le colonel Thomazo, dont le nez de cuir pâlisait ce jour-là devant le bandeau noir de Dayan, [23] Arthur Rubinstein, Michel Simon, le vieil homme poussé par l'enfant, qui avait si bien su dissimuler pendant l'occupation sa sympathie pour les juifs, Régine, qui devait rêver d'ouvrir un bastringue au pied du Mur des Lamentations puisque la victoire éclair des panzers de Dayan l'empêchait de partir comme cantinière sur le front du Sinai. Sans oublier naturellement, M^e Tixier-Vignancour.

On vécut des heures bouleversantes. La gravité de l'heure invitait à l'oubli des querelles. On vit Enrico Macias se réconcilier avec Johnny Halliday, sous l'œil paternel de l'ambassadeur israélien Walter Eytan.

Toutes les familles spirituelles de la France en somme étaient là, enfin réconciliées. Une véritable union sacrée comme en 1914. Plus pure, plus généreuse, plus désintéressée celle-là, puisque cette fois, ce n'était pas la France qu'il s'agissait de défendre mais un pays étranger. La France entière avait les yeux fixés sur la ligne bleue de la Mer Morte. Seul le gouvernement faisait exception, lui qui ne voyait pas plus loin que son hexagone [24] et, égoïstement, ne songeait qu'aux seuls intérêts français.

Quelle divine surprise pour les antisémites. Ceux qui avaient pourvu les camps de concentration nazis aussi bien que ceux - l'immense majorité des Français - qui avaient vu, sans broncher, disparaître autour d'eux les Juifs un à un, au cours de la grande rafle de quatre ans, faisaient enfin amende honorable.

Ces Juifs qu'ils avaient pris si longtemps pour les petits Juifs des caricatures, des usuriers au nez crochu, des sous-hommes incapables de faire des soldats et des laboureurs, voilà qu'ils maniaient le napalm mieux que nous en Algérie et plus efficacement que les Américains au Vietnam! Leurs soldats ressemblaient comme des frères aux paras des couvertures de *Match* des beaux jours de la pacification. Ils combattaient le même ennemi. Les anciens d'Algérie et de Suez étaient d'ailleurs à leurs côtés avec les autres anciens combattants, ceux qui à pied, à cheval ou en petite voiture ne manquent jamais l'occasion de se prouver qu'ils sont toujours vivants. [25] L'Union nationale des parachutistes français, dans un communiqué, saluait « en Israël une fière et courageuse citadelle de la civilisation occidentale », et adressait « le témoignage de sa

fraternelle amitié à ses camarades engagés en Israël et au Vietnam dans le même combat pour la dignité et la liberté de l'homme ».

Les Israéliens remettaient enfin les ratons à la raison, comme des Grands, et tout seuls cette fois, sans l'aide de la France et de l'Angleterre comme en 1956.

Ils arrachaient des terres aux Arabes pour en faire des terres arables, le fusil dans une main, un fraiseur dans l'autre, « ense et aratro » > comme au bon vieux temps. Les images d'Épinal qui hantent les rêves des nostalgiques du colonialisme devenaient de nouveau réalité. De vrais soldats de Bugeaud, ces « soldats-laboureurs » de Dayan ! Le bandeau noir du général israélien devenait aussi populaire que la casquette du maréchal. Dayan, c'était en somme Bugeaud plus Bigeard : on n'arrête pas le progrès. Certains déjà se prenaient à rêver. L'an prochain à [26]

Jérusalem? On y était. L'an prochain et pourquoi pas tout de suite, au Caire, à Damas, à Amman, puis à Tunis, à Alger et à Rabat ?

France-Presse Action, le bulletin de l'O.A.S., ne mâchait pas ses mots : « Pour nous les Israéliens ont autant que les Français d'Algérie le droit de rester dans un pays qu'ils ont conquis par leur travail, qu'ils ont fait de toutes pièces et qui est le leur, ni moins, ni plus. Devant les faits, il n'est plus possible de se nourrir d'illusions. Il n'est qu'une seule alternative (*sic*) ou une reconquête globale de l'Afrique, ou admettre à terme la disparition de l'Etat d'Israël. Cela dit, nous, combattants de l'O.A.S., saluons fraternellement les soldats d'Israël, les seuls avec nous à défendre depuis de longues années une civilisation qui nous est commune. »

Dans l'enivrante fraternité des manifestations, nos antisémites découvraient que les Juifs valaient décidément mieux que ce qu'on en avait dit et que ce qu'on en avait fait des siècles durant. Des frères en somme. Évidemment, on s'en apercevait un peu [27] tard mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. La preuve : les Allemands venaient, « pour des raisons humanitaires », d'envoyer 20.000 masques à gaz aux Israéliens ! Ces masques qui eussent été si utiles à Dachau, Auschwitz et Treblinka!

C'était le temps où Xavier Vallat, ancien commissaire aux Affaires juives de Vichy, exprimait sa considération pour Israël, où on pouvait admirer dans *Aspects de la France* le portrait du président du Conseil israélien Levi Eshkol. Maurice Bardèche, qui ne s'est jamais remis du procès des criminels de guerre de Nuremberg, citait opportunément Drieu la Rochelle dans le numéro de mai de *Défense de l'Occident* : « Les nationalistes de tous les pays doivent aider les Juifs sionistes dans leurs efforts. Nul plus bel hommage n'est offert à la philosophie nationaliste que celui du Juif sioniste. »

Pour une fois Drieu la Rochelle avait vu clair et était suivi... Fidèle à lui-même, l'admirateur du national socialisme, d'outre-tombe, volait lui aussi au secours des sionistes.

[28]

Un ancien milicien parti en reportage pour Israël en revenait plein d'admiration pour l'efficacité de la machine de guerre et d'espionnage du « petit peuple menacé ». Dans un éditorial de *Rivarol* on apprenait que « ceux-là mêmes qui trouvent les juifs envahissants dans leur propre pays témoignent de la considération à l'égard d'hommes de courage et de foi qui sont retournés en Terre Promise mettre en valeur des ressources jusque-là inexploitées ».

Quoi de plus logique de la part de ceux qui trouvent les juifs envahissants chez eux de les voir avec plaisir envahir autrui ?

Dans un article intitulé « Les canonnières ont encore du bon » - en fait de canonnières, il s'agissait de la 6e flotte -, Lucien Rebatet, ancien collaborateur du collaborateur *Je suis partout*, passait aux aveux : « Les Arabes au fond devraient avoir ma sympathie. Ils ne m'ont jamais rien fait, je ne leur ai jamais rien fait, tandis qu'il existe entre les juifs et ma modeste personne le contentieux que vous savez. Mais je ne saurais [29] dire à quel point ce colonel (Nasser) me lève la peau. »

C'était sûrement la première fois que Lucien Rebatet tombait d'accord avec Claude Lanzmann, intellectuel rigoureux qui collabore aux *Temps Modernes* et à *France-Dimanche*. Durant des mois, Claude Lanzmann s'était donné beaucoup de mal pour constituer un énorme dossier sur « Le conflit israélo-arabe » (2), « pour servir la paix », qui parut quand éclata le conflit. Il s'était voulu « pur réceptacle » et il s'apercevait tout d'un coup qu'il était juif et partie et oubliait, en un instant, l'enseignement qu'il aurait dû tirer du dossier qu'il avait lui-même établi! « Va-t-on un jour m'obliger à crier « Vive Johnson », si les États-Unis sont les seuls à s'opposer à l'extermination d'Israël? Si Israël était détruit ce serait plus grave que l'holocauste nazi. Car Israël, c'est ma liberté. Certes, je suis assimilé mais je n'ai pas confiance. Sans Israël je me sens nu et vulnérable. »

Peu s'en fallait que les anciens [30] collaborateurs ne ressentissent autant de honte à être Français que certains Israélites comme Daniel Mayer que scandalisait la politique étrangère de la France. Mais pour l'ancien ministre français, s'agissait-il encore de politique étrangère? Que le général de Gaulle ait rappelé que la France n'était engagée avec aucun des États en cause, qu'elle considérait que chacun avait le droit de vivre, estimait que le pire serait l'ouverture des hostilités et que l'État qui le premier emploierait les armes n'aurait ni son approbation ni son appui révoltait le président de la «Ligue des Droits de l'Homme» !

Heureusement, les Israéliens menacés d'extermination prouvèrent en quelques heures au monde, miraculeusement - on parle volontiers de miracle à propos d'Israël - l'inanité de ses craintes et réduisirent « l'agresseur » à néant. C'est à des miracles de ce genre que l'on reconnaît sans doute qu'un peuple est le Peuple Élu.

Sur la terre même de la Bible, une fois de plus David était vainqueur de Goliath. Nos intellectuels, nos chanteurs, nos reines de boîtes de nuit, [31] nos dragueurs, nos ex-miliciens, nos professeurs, les « anciens » de toutes les guerres coloniales purent respirer. Claude Lanzmann cessa de se sentir nu et vulnérable.

On ne juge pas d'une cause par les alliés qu'elle vous vaut. Il arrive tout de même qu'on les mérite, et l'alliance contre-nature des sionistes et des antisémites devrait donner à réfléchir.

Est-elle contre nature d'ailleurs? C'est l'antisémitisme et les pogromes russes, polonais et roumains de la fin du siècle dernier qui ont engendré le sionisme. Et quoi de plus naturel pour un antisémite, de plus logique - il n'est que de lire *Rivarol* pour s'en persuader - que d'encourager la race abhorrée à émigrer, à s'installer ailleurs, au diable de préférence et, pourquoi pas, en Palestine? Israël est l'enfant naturel de l'antisémitisme et du sionisme.

² *Les Temps Modernes*, No 253 bis.

« A ce jour, mon plus ardent partisan est l'antisémite de Presbourg Ivan V. Simonyi », constate déjà, le 4 mars 1896, Herzl, le père du sionisme, à qui Witte, ministre des Finances du Tzar, expliquera un jour:

[32]

« J'avais l'habitude de dire au pauvre empereur Alexandre III : s'il était possible de noyer dans la Mer Noire 6 ou 7 millions de Juifs, j'en serais parfaitement satisfait mais ce n'est pas possible; alors nous devons les laisser vivre. » Et mieux encore partir, cela va de soi. Quand l'auteur de *L'État juif* confie au ministre qu'il espère les encouragements du gouvernement, Witte répond ironiquement : « Mais on donne aux Juifs des encouragements à l'émigration. Des coups de pied par exemple. »

Ce n'est pas Herzl que les indécentes manifestations parisiennes, auxquelles se livrèrent certains juifs français et leurs surprenants alliés, eussent étonné. Lui au moins, à la différence de ses successeurs, était lucide : « On m'objectera que je fais le jeu des antisémites en proclamant que nous constituons un peuple, un peuple uni », avouait-il, et il voyait déjà les Juifs libérés reconnaître « les antisémites ont eu raison ». (3)

[33]

De fait antisémitisme et sionisme sont aussi nécessaires l'un à l'autre que le gendarme et le voleur. Étant donné les spoliations auxquelles les Israéliens se sont livrés en Palestine, au détriment des Arabes, depuis la création d'Israël, l'image est d'une rigoureuse exactitude.

Cette alliance, à la fois logique et historique, devrait suffire à rendre odieuse et ridicule l'accusation d'antisémitisme portée par les sionistes contre tous ceux que révolte l'injustice faite aux Arabes, chrétiens et musulmans, de Palestine.

Les Arabes étant eux aussi des sémites, il serait bon qu'on s'avisât que le racisme anti-arabe est, lui aussi, une manière d'antisémitisme, même si les campagnes anti-arabes auxquelles se livrent périodiquement une certaine presse ne soulèvent pas chez les professionnels de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, (4) de réactions comparables à celles que provoque le seul fait de critiquer la [34] politique d'Israël, comme l'opprobre suscité par la dernière conférence de presse du général de Gaulle l'a montré. L'homme qui redonna aux juifs les droits que Vichy leur avait retirés, dont beaucoup de compagnons, aujourd'hui, comme en 1940, sont juifs, en quelques minutes devint « Charles Pétain » aux yeux de notre nouveau parti de l'étranger!

Le dernier conflit n'aura pas seulement révélé de nouveau l'alliance à la fois si monstrueuse et si naturelle des antisémites et des sionistes. Il aura montré également que de plus en plus nombreux, en Israël et au dehors, des juifs condamnent, et de plus en plus violemment, la politique de Tel-Aviv. Car beaucoup de Juifs qui, dans les pays où ils sont nés et où ils vivent, se sentent et se veulent des citoyens comme les autres, refusent d'être considérés comme des complices d'Israël.

Osera-t-on, par exemple, accuser d'antisémitisme ce couple de professeurs d'origine juive qui répondit au « J'ai honte d'être français » de Daniel [35] Mayer : « Puisque le président de la Ligue des Droits de l'Homme dit qu'il « a

³ Ces citations de Herzl et de Witte sont empruntées à l'article de Maxime Rodinson « Israël, fait colonial ». *Les Temps Modernes*, no 253 bis, p. 34.

⁴ A l'exception du M.R.A.P. qui a intenté plusieurs procès aux journaux spécialisés dans les campagnes racistes anti-arabes.

honte », nous voulons dire nous aussi intellectuels socialistes, Français, et Juifs, notre honte :

« Nous avons honte d'avoir vu des socialistes applaudir des banquiers parce que ceux-ci sont sionistes.

« Nous avons honte de voir des Juifs français réagir en nationalistes israéliens.

« Nous avons honte de ce qu'un si grand nombre d'intellectuels français se soient faits complices du mensonge et de la guerre d'agression. Mais nous sommes fiers d'être restés fidèles nous-mêmes ». (5)

Et il y a beaucoup de Juifs qui ne sont pas prêts d'accepter que les morts d'Auschwitz servent d'excuses ou de circonstances atténuantes aux crimes des vivants.

Ce n'est pas un antisémite, c'est un Juif encore, le professeur R. Leibovici, qui a protesté : « 6 millions de Juifs n'ont pas été assassinés par les nazis pour que de jeunes sabras se [36] conduisent parfois en jeunes hitlériens. L'honneur d'Israël restera plus longtemps incarné par Spinoza que par Moshe Dayan et les conjurés de la guerre préventive déclarée d'urgence pour mettre l'O.N.U. devant le fait accompli ». (6)

Dans l'interview qu'il accorda au début de l'été à la *New Left Review*, (7) et que l'on peut considérer comme son testament puisque c'est le dernier texte paru avant sa mort, Isaac Deutscher, le biographe de Trotsky, parle « en tant que marxiste d'origine juive qui a vu mourir une partie de sa famille à Auschwitz et qui a des parents en Israël ». Cela ne l'empêche pas de dénoncer les Israéliens « que rien n'obligeait à se solidariser avec les actionnaires de la Compagnie du Canal de Suez en 1956 », de les accuser de jouer « les Prussiens du Moyen-Orient », de leur reprocher d'avoir accepté « le rôle de fer de lance des vieux impérialismes européens chancelants [37] et de s'être laissé amener par leurs propagandistes, « à coups d'appels aux mythes bibliques et à tous les anciens symboles nationaux et religieux de l'histoire juive aux manifestations de bellicisme, d'arrogance et de fanatisme que l'on put voir chez ceux qui se précipitaient vers le Sinaï, le Mur des Lamentations, le Jourdain et les murs de Jéricho ».

A une question sur les responsabilités du conflit, vieux aujourd'hui de vingt ans, l'historien répondit par une parabole : « Un jour un homme sauta du dernier étage d'une maison en flammes où avait déjà péri toute une partie de sa famille. Il s'en tira, mais en tombant, il heurta quelqu'un qui se trouvait devant la maison et lui cassa les bras et les jambes. Il n'avait pas le choix; mais pour celui qu'il avait blessé, c'était lui la cause du malheur... Le sort tragique des Juifs d'Europe, Auschwitz, Maidenek, le massacre des ghettos, qui en est responsable, sinon la civilisation bourgeoise occidentale, qui engendra le nazisme? Et pourtant c'est aux Arabes qu'on a demandé de payer pour ces [38] crimes. Cela continue, car par sentiment de culpabilité les Occidentaux sont bien entendu pro-israéliens et anti-arabes. Et Israël accepte l'argent de ceux qui lui en donnent pour se racheter... Des rapports raisonnables entre Israéliens et Arabes auraient pu exister si Israël avait fait un effort en ce sens, si le rescapé de la maison en flammes avait cherché à adoucir le sort de l'innocente victime. Les choses se passèrent autrement. jamais Israël ne reconnut la légitimité des

⁵ Lettre de R. et C. Shapira, membres du C.N.R.S., publiée par *Le Monde*.

⁶ Lettre du professeur Raymond Leibovici publiée par *Le Monde* et *L'Humanité*.

⁷ Publiée par *Les Temps Modernes* de novembre 1967.

doléances des Arabes. Dès le début, le sionisme chercha à établir un État purement juif, et fut heureux de se débarrasser des habitants arabes. Aucun gouvernement israélien ne chercha jamais sérieusement à apaiser leurs doléances. Avant de s'occuper du sort des innombrables réfugiés, il fallait que les États arabes reconnaissent Israël, c'est-à-dire qu'on leur demandait une capitulation politique avant même de négocier avec eux... »

Et Isaac Deutscher concluait « C'est rendre à Israël un très mauvais service que de justifier ou d'excuser les guerres qu'il a menées contre les [39] Arabes et c'est aller à l'encontre de son intérêt à long terme... »

En Israël même, 200 personnalités, professeurs, artistes, écrivains – on n'en a pas trouvé 221 - dans un manifeste dénoncèrent après la guerre les plans d'annexion des territoires occupés préconisés par le mouvement « Pour le plus grand Israël » (une formule qui rappelle fâcheusement l'expression nazie « du Grand Reich » de triste mémoire) qui constitueraient une trahison des buts de la guerre des 6 jours : « Nous rejetons la restitution inconditionnelle des territoires occupés, mais les plans d'annexion mettent en danger le caractère juif de l'État d'Israël et sa nature humaine et démocratique. Israël doit s'abstenir de toute mesure entraînant l'éviction, l'humiliation ou la négation des droits des peuples des territoires occupés. »

Appel bien tardif après les vingt ans d'humiliations et de négation des droits des Arabes de Palestine qui ont suivi l'installation d'Israël! Et parfaitement inutile au reste, mais si révélateur! A voir avec quelle rapidité l'occupant israélien a annexé la vieille [40] ville de Jérusalem, installé de nouveaux kibboutz, ces bastions avancés de la colonisation israélienne, dans le Golan et en Cisjordanie, et s'est mis à exploiter le pétrole du Sinaï, on peut être sûr que, bien loin de constituer une trahison des buts de la guerre, les prétentions du mouvement « pour le plus grand Israël » trahissent au contraire les buts réels de la guerre.

Ces buts d'ailleurs, bien vite les déclarations des dirigeants israéliens allaient les dévoiler. Quand le conflit éclata, le président du Conseil Levi Eshkol proclama qu'Israël n'avait aucune visée territoriale et se battait seulement pour sauver son existence. Mais dès le 10 juin il annonçait : « Une situation nouvelle a été créée » et son ministre des Affaires étrangères, Abba Eban, mettait les points sur les « i » : « Nous tenons l'occasion de résoudre les problèmes historiques d'Israël. Nous ferons de notre mieux pour ne pas perdre les fruits de notre victoire. » Ces fruits, Dayan, avec l'habileté diplomatique d'un adjudant-chef, les désignait en exprimant « l'opinion personnelle » qu'Israël [41] devrait garder la bande de Gaza, la Jordanie occidentale et Jérusalem. « Si l'on se réfère à la Bible, le Golan n'est pas moins israélien qu'Hébron et Sichem (Naplouse)... Le Jourdain doit constituer la frontière occidentale d'Israël » renchérissait le ministre du Travail, le général Ygal Allon, à qui la Bible, comme à beaucoup de ses compatriotes, sert de *Mein Kampf*..

Michel Bar Zohar, le biographe de *Ben Gourion, le prophète armé* ⁸⁾ - cynisme ou ingénuité? - avoue d'ailleurs crûment ce qu'Israël doit à [42] la

⁸ Fayard, éditeur. Israélien tranquille, sans peur et sans reproche, et surtout sans fard, Michel Bar Zohar vient de publier chez le même éditeur un nouvel ouvrage *Les Vengeurs*. Il y retrace complaisamment les prouesses des commandos juifs qui, dans l'Allemagne de l'année zéro, exécutèrent le plus possible de nazis ou même tout simplement d'Allemands. Il raconte notamment (p. 46) comment ses héros, circulant en camion sur les routes allemandes, ouvraient brutalement la portière lorsqu'ils doublaient un cycliste pour le faire tomber sous les roues et l'écraser! Bar Zohar ne manque pas de nous dire ce que sont devenus ces preux assassins : ils servent naturellement dans l'armée israélienne : « Hayim Laskov, commandant en chef de 1957 à 1960; Meir Zorea,

guerre ou à ses violations des accords d'armistice. « C'est la guerre de l'Indépendance qui a mis à notre disposition tout le sol de l'État, de Métoula au nord, à Elath au sud. Les territoires délimités par l'O.N.U., le 29 novembre 1947, furent élargis par l'armée d'Israël. ⁽⁹⁾ Après la fin des combats, au début du mois de janvier 1949, notre territoire s'agrandit encore sans guerre; tout d'abord par l'entrée d'unités de l'armée d'Israël au sud du Néguev et à Elath, après la conclusion de l'accord d'armistice avec l'Égypte... » Ce port d'Elath dont le blocus par les Arabes servit de prétexte aux Israéliens pour justifier leur dernière agression... Et, à propos de l'agression israélienne de 1956, Bar Zohar continue : « Israël a gagné sa guerre. Finalement, il a obtenu tous les territoires conquis par son armée : la Galilée, le Néguev, une partie de Jérusalem. Les « faits » accomplis ont prévalu sur les résolutions de l'O.N.U. Ben Gourion a eu raison.»

[43]

Mais le plus significatif dans le manifeste des 200, ce sont les raisons qu'ils invoquent pour condamner les ambitions annexionnistes de leurs compatriotes. Ce n'est pas qu'elles leur paraissent en elles-mêmes condamnables parce qu'injustes, mais c'est avant tout parce qu'elles mettent en danger « le caractère juif de l'État » qu'ils s'y opposent.

Le danger qu'elles font courir à « la nature humaine et démocratique de l'État » ne vient qu'ensuite. On ne saurait plus clairement exprimer que cette nature est secondaire. Les 270.000 Arabes d'Israël, qui ont été soumis pendant 19 ans à la loi martiale, réduits dans leur propre pays à l'état de citoyens de seconde catégorie, et vivant dans l'attente d'un décret Crémieux, en savent quelque chose...

De fait l'État juif se veut aussi purement juif que l'Allemagne nazie se voulait pure de Juifs. Pas plus que les autres Israéliens, nos bons intellectuels ne veulent du retour des réfugiés palestiniens, pourtant exigé de l'O.N.U. comme l'indispensable [44] réparation des torts subis par les Arabes à la suite de la création de l'État d'Israël. Ce n'est pas l'esprit de conquête de leurs compatriotes, leur annexionisme, leur impérialisme qu'ils condamnent mais seulement ses conséquences. L'annexion des territoires occupés vaudrait aux Israéliens de se retrouver face à face avec cette forte minorité arabe dont ils ont prouvé qu'ils ne voulaient pas, en s'opposant depuis 1948 au retour des Palestiniens qu'ils avaient si bien su chasser. Par un juste et ironique retour des choses, les Israéliens, à la suite de la victoire de juin, ont affaire à 1.061.400, Arabes de plus qu'en mai! C'est à peu près le nombre des réfugiés dont ils ont toujours refusé le retour, refus qui est la cause essentielle du conflit! Dans sa victoire même, Israël est puni par où il a péché !

Le ministre des Affaires étrangères israélien Abba Eban a attaqué lui aussi le mouvement pour « le Grand Israël ». C'est son métier de diplomate de rassurer l'opinion internationale. Lui non plus, ce n'est pas pour des raisons de morale politique ou parce [45] que le droit de conquête lui est antipathique. C'est seulement parce que « les principes de ce mouvement sont susceptibles de faire d'Israël un genre d'État confessionnel de type maronite dans lequel existerait une minorité juive jouissant de droits limités ». Il faut que dans la

général; Shlomo Shamir, général; Marcel Tobias, « lieutenant-colonel légendaire du corps des parachutistes israéliens. », etc. Je défie quiconque, et même Maurice Clavel, de lire sans gêne les exploits de ces « vengeurs ».

⁹ A l'O.N.U. condamnant cet « élargissement », Ben Gourion répondit (le 10-6-1949) : « Nous garderons tout ce que nous avons occupé. »

Palestine dont ils ont chassé les habitants, autrement dit chez les autres, les Israéliens soient chez eux et seuls. Il n'est pas dans « la nature humaine et démocratique » d'Israël de faire place aux indigènes.

« La préservation du caractère juif de notre société et de notre culture est un but auquel nous ne devons pas renoncer », proclame le ministre. C'est effectivement un des objectifs permanents de la politique sioniste. Mme Golda Meir, longtemps ministre des Affaires étrangères d'Israël, en 1946 déjà, répondait à un Américain membre d'une commission d'enquête anglo-saxonne qui lui demandait « si les Juifs en tant que minorité avaient les mêmes privilèges que ceux que vous promettez aux Arabes en tant que minorité, vous estimeriez-vous satisfaits ? » « Non, monsieur, car il faut qu'il y ait un [46] endroit au monde où les Juifs ne soient pas une minorité ». ⁽¹⁰⁾

Pour qu'ils deviennent la majorité dans un pays dont les Arabes formaient en 1948 les deux tiers de la population, il fallait chasser ces centaines de milliers de Palestiniens, chrétiens et musulmans, qui vivaient là depuis plus de mille ans. Il fallait pour atteindre ce but, que les Juifs, si longtemps opprimés, devinssent à leur tour des oppresseurs.

Il semble qu'ils le soient devenus sans gêne et même non sans plaisir.

Parmi les innombrables images de la guerre publiées par la presse, une revenait sans cesse sous les yeux, comme un cauchemar. De pauvres silhouettes accablées, les bras levés, plaquées contre un mur - leur Mur des Lamentations - gardées par des soldats, mitrailleuse ou fusil à la main, souvent goguenards. La même image que celle qu'on pouvait voir, quelques mois après, dans le terrible documentaire soviétique « le Fascisme ordinaire. » En ce temps-là les malheureux [47] au pied du mur étaient des Juifs et ceux qui les gardaient des nazis. Ceux qui leur ressemblaient tellement aujourd'hui étaient des Arabes et leurs gardiens des soldats israéliens.

D'autres reportages sur la guerre des six jours montrèrent complaisamment des prisonniers égyptiens en caleçon, allongés face contre terre, les mains sur la nuque, aux pieds de leurs vainqueurs. Comme si la victoire et la conquête ne suffisaient pas aux Israéliens et qu'il leur fallait encore humilier les vaincus. Comme s'ils avaient besoin de prendre une éclatante revanche sur l'Histoire et tant de siècles d'humiliations. Revanche ignoble et absurde prise non pas sur les responsables de leurs antiques malheurs mais sur des populations parfaitement innocentes! Des documents que ne vit sans doute pas Maurice Clavel, l'évangéliste de la guerre des six jours, qui célébra « cette victoire qu'Israël a connue avec quelle humilité, quelle tristesse, quel deuil humainement exemplaire. » ⁽¹¹⁾ Maurice Clavel voit Israël avec les yeux de Chimène pour Rodrigue et nous peint les Israéliens tels qu'ils devraient être et non tels qu'ils sont...

Les temps ont changé mais beaucoup feignent de ne pas s'en être aperçus. Le dessinateur Tim, par exemple, qui dans une caricature ironique prétendit illustrer les propos du général de Gaulle sur Israël et son peuple « d'élite, sûr de lui-même et dominateur » Il montrait un juif en costume de déporté, le sabot « conquérant » posé sur un fil de fer barbelé, l'air « dominateur ». Son dessin témoignait d'autant de talent que de mauvaise foi. Il fit le bonheur de tous ceux qui ont bonne conscience à bon compte. Tim n'a pas l'air de savoir que les Juifs d'aujourd'hui ne sont plus derrière les barbelés mais de l'autre côté. Qu'ils ne

¹⁰ *Les Temps Modernes* no 253 bis, p. 69.

¹¹ Dans *Le Nouvel Observateur* du 18-10-67.

souffrent plus et ne sont plus humiliés, mais qu'ils font souffrir et humilient. Qu'ils ne portent plus l'uniforme rayé, mais l'uniforme de «Tahal»⁽¹²⁾ qui se conduit « comme une armée d'occupation, ni [49] plus ni moins » comme le déclara un officier israélien à Guy Sitbon.⁽¹³⁾

Tim devrait se tenir au courant : bien de l'eau a coulé sous les ponts du Jourdain depuis 1945. Si, au lieu de consacrer son talent à ce petit chef d'œuvre de malhonnêteté intellectuelle, il avait daigné s'intéresser au sort des réfugiés, il aurait constaté que les qualificatifs utilisés par le président de la République paraissent bien académiques... Et il aurait peut-être découvert que c'est précisément parce qu'aujourd'hui ce ne sont plus les Juifs qui souffrent mais les Arabes, qu'il faut les défendre comme il fallait défendre hier les Juifs. A moins évidemment qu'on ne considère que seules les souffrances du peuple juif sont à considérer!

Pour en terminer avec cette trop commode accusation d'antisémitisme portée à tort et à travers contre ceux à qui le malheur passé des Juifs ne fait pas oublier le malheur présent des Palestiniens, à ceux dont la pitié va plutôt aux opprimés qu'aux [50] oppresseurs, aux pauvres qu'aux riches, aux faibles qu'aux puissants, il faut ajouter que les sionistes se moquent bien qu'elle soit fondée ou non. L'essentiel c'est qu'elle porte et, qu'avant toute discussion, elle disqualifie et paralyse l'adversaire. C'est l'équivalent, sur le plan intellectuel, de l'opération militaire qui consista à clouer au sol l'aviation égyptienne avant tout combat... Pour parler plus simplement, c'est du fascisme mental, du terrorisme intellectuel.

Dans leur démesure, les Israéliens devraient prendre garde qu'un jour, à agir de la sorte, il ne paraisse moins grave d'être antisémite que pro-sioniste...

Avec le temps, le contenu de l'accusation a d'ailleurs changé. Il semble qu'il suffise aujourd'hui pour passer pour antisémite, de garder son libre arbitre à l'égard d'Israël (le général de Gaulle l'a éprouvé), de refuser de suspendre son jugement en sa faveur, de ne pas considérer le peuple hébreu comme un peuple tabou, à qui le martyr des Juifs a donné tous les droits, y compris celui de faire subir [51] aux autres parties des humiliations et des souffrances qu'il a jadis endurées.

Spéculant sur la mauvaise conscience de l'Occident qui hier méprisait si fort les Juifs et qui aujourd'hui admire si fort les Israéliens, les sionistes voudraient, quoi qu'ils fassent, au nom des victimes des fours crématoires échapper à tout jamais au jugement.

« Les derniers des justes » veulent pouvoir commettre les dernières des injustices en toute bonne conscience, en toute liberté. Ils trafiquent des cadavres comme jadis des clercs peu scrupuleux trafiquaient des indulgences.

Pendant longtemps, après la libération le parti communiste tenta de faire taire ses adversaires en s'intitulant « Le Parti des cent mille fusillés ». D'Israël, les sionistes voudraient faire aujourd'hui « l'État des 6 millions de morts ». Véritable abus de confiance puisque Israël n'est que l'héritier partiel des victimes du nazisme et qu'à travers le monde il y a des centaines de milliers de Juifs qui se sentent pleinement et seulement Français, Anglais, [52] Américains ou même Égyptiens - j'en connais - et ne se veulent ni ne se sentent rien de commun avec le sionisme et l'État d'Israël.

¹² C'est le nom en hébreu de l'armée israélienne.

¹³ *Le Nouvel Observateur* du 18-10-67.

Cette exploitation sans vergogne des morts de Dachau, d'Auschwitz, de Treblinka par les survivants n'est rien d'autre qu'une escroquerie morale. Aussi les victimes de la barbarie nazie n'auront pas été seulement martyrisées de leur vivant. On fait encore violence à leur mémoire. De leurs cadavres les nazis tiraient des savonnettes, les sionistes en tirent des alibis.

Voilà vingt ans que cela dure et voilà vingt ans qu'au nom des morts, les Israéliens, « menacés d'un nouveau génocide », étendent impunément leurs frontières, multiplient les conquêtes, les spoliations, les représailles à l'égard de leurs victimes, coupables de refuser d'admettre le sort injuste qui leur est fait. Et avec la sympathie de l'Occident ! ⁽¹⁴⁾

Israël est maintenant un État à part entière. Il a ses généraux va-t-en-guerre prêts à forcer la main au pouvoir civil, ses Machiavels, une gauche impuissante, du napalm, qu'il utilise à profusion. Il a ses camps de personnes déplacées. A vingt ans à peine, c'est vraiment un État adulte. Après s'être taillé à leurs mesures une patrie dans la patrie arabe et s'être forgé une langue maternelle, les sionistes ont enfin reconquis leur dignité d'hommes libres. Ils ont enfin eus aussi leurs juifs : les Arabes. Et voilà que maintenant ils marchent à pas de géant sur la voie impériale que leur ont tracée les grands États colonialistes du siècle dernier. A leur tour, ils proposent paternellement aux Arabes le progrès social et la promotion économique. Leurs tiroirs sont pleins de plans de Constantine pour le Moyen-Orient. Un peu tard, c'est à craindre. Les Arabes ont pris de mauvaises habitudes. Après avoir chassé les Anglais et les Français, hier maîtres de leur destin, ils n'ont pas l'air près d'accepter que d'anciens humiliés et offensés, parvenus de la force et de la gloire militaires, viennent enterrer dans le désert du Sinaï leurs [54] vieux complexes et jouer, anachroniquement, la race des seigneurs...

Et pourtant État à part entière, Israël a beau n'être plus un État à part, il semble que sa politique ne puisse être soumise à la critique, comme celle des États-Unis, de l'U.R.S.S. de la Chine ou de la France, sans crime de lèse-martyrs. Quand il s'agit d'Israël, en France et ailleurs, on ne raisonne plus, on entre en transe.

On se refuse à considérer les faits, on préfère faire des procès d'intention. L'indignation remplace la discussion. Aux arguments, on répond par des cadavres, quand, à la première critique, on ne s'est pas réfugié dans un silence hautain et douloureux...

Israël sacralisé est un sujet tabou. Un peuple au-dessus de tout soupçon, de toute critique, de tout jugement, le peuple Élu en somme. Et les meilleurs esprits à son propos perdent la tête...

Ceux qui dénoncent volontiers le cléricalisme de l'Espagne et du Portugal ne trouvent rien à redire à l'exclusivisme ethnico-religieux [55] d'Israël. Ceux qui s'indignent que le divorce ne soit pas possible en Italie semblent trouver tout à fait naturel qu'en Israël un mariage mixte, entre un Juif et un non-juif, soit impossible et ne puisse être conclu qu'à l'étranger. Les partisans de la laïcité ne sont apparemment pas révoltés par le fait que les Israéliens, même athées, soient régis par les lois rabbiniques. On se moque du dimanche anglais, survivance médiévale, mais l'obligation de respecter le sabbat en Israël ne fait rire personne. La presse, abandonnant un instant le sang et le sexe, redécouvre le sens du sacré et paraît frappée d'une stupeur admirative devant les

¹⁴ Un seul État européen, et le seul à avoir une incontestable autorité morale, a refusé de reconnaître Israël : le Vatican.

manifestations les plus délirantes de ferveur religieuse des Israéliens à qui, apparemment, « la grande peur » des Arabes et la rapidité de la victoire a rendu une foi « éclair », elle aussi.

Il y a beau temps que la cathédrale de Strasbourg et la ligne bleue des Vosges, ces images d'Epinal qui excitaient la ferveur nationaliste de nos grands-parents, sont passées de mode. Notre ferveur exténuée a besoin d'aliments plus épicés, de piments [56] exotiques. Le Temple a remplacé la cathédrale, le Mur des Lamentations, le Mur des Fédérés.

C'est encore un effet du goût nouveau des Français pour les voyages et du succès du Club Méditerranée. *Match* l'a fort bien compris qui, en août dernier, allant un peu vite en besogne, offrait à ses lecteurs un reportage froidement intitulé : « Israël 1967, les nouvelles frontières ». Un reportage plein de photos touchantes de soldats israéliens visitant à dos d'âne avec leurs fiancées la vieille Jérusalem sous les yeux respectueux des Arabes qui, chacun le sait depuis 1830, ne respectent que la force, de soldats armés jusqu'aux dents (on se demande pourquoi dans cette paix idyllique) se déchaussant sagement avant de visiter la mosquée du Rocher, ou montrant la danse de joie de Juifs pieux aux regards brûlants de ferveur mystique « devant les tombeaux retrouvés des grands patriarches » et celle des filles d'Israël sur des chars détruits à Kunéitra en Syrie. La semaine suivante, le même hebdomadaire proposait à ses lecteurs des « vacances [57] éclair », en Israël (des vacances de six jours sans doute comme la guerre du même nom) sous la conduite d'Henri Gault et de Christian Millau « auteurs de guides célèbres et spécialistes du tourisme mondial ». Des photos que les nouveaux réfugiés, ces touristes forcés, n'auront pas manqué d'épingler aux parois de leurs tentes...

Je me rappelle avoir montré à un ami, fils de pasteur, un étonnant document publié en toute innocence par *Candide*, montrant une jeep israélienne revenant chargée de trophées de la vieille Jérusalem. Sur son capot à côté d'affiches de publicité Pepsi-Cola en arabe, accroché à la place d'honneur, au radiateur, un tableau de la Sainte Cène. De la part des nouveaux protecteurs des Lieux Saints, qu'on nous décrivait si maîtres d'eux-mêmes et de leur victoire, si respectueux des croyances, bref si « polis », comme on le disait sous l'occupation des Allemands qui cédaient leur place dans le métro aux vieilles dames, cette Sainte Cène pouvait paraître bien surprenante et révélatrice d'un certain état d'esprit. [58] Pour mon fils de pasteur ce ne fut pas une révélation. Peut-être même vit-il là une manifestation d'œcuménisme! Il ne trouva en tout cas rien à redire lui qui, s'il avait vu ce même tableau sur le capot d'une jeep de la Légion arabe, n'aurait pas manqué de parler guerre sainte et fanatisme de l'Islam...

Quand il s'agit de juger Israël et les Arabes, il y a toujours deux poids, deux mesures.

De la paralysie qui frappe les cerveaux les mieux faits ou tout au moins les plus exercés quand il s'agit d'Israël, Jean-Paul Sartre a donné un bel exemple dans la préface du numéro spécial des *Temps Modernes* consacré au conflit israélo-arabe.

Il y avoue son embarras, ses hésitations, ses contradictions, son impuissance à juger. Il confesse n'avoir découvert que lors de la lutte menée sous l'occupation avec des compagnons israéliens, entre 1940 et 1944, « que le Juif existait ».

Pourquoi faut-il que les Arabes aujourd'hui paient le prix d'une si longue et si douloureuse découverte? Et comme il se rappelle aussi la fraternité qui le liait

aux Arabes pendant la lutte du F.L.N. pour l'indépendance algérienne, voilà Jean-Paul Sartre « divisé contre lui-même » comme la Jérusalem des psaumes. Accablé sous le poids du passé, de son passé, il ne trouve en lui que « des exigences rigoureuses et contradictoires ». « Notre rôle n'est pas d'argumenter », dit-il commodément. C'est pourtant le moment ou jamais, à la veille d'un conflit, de peser le bien-fondé des raisons des uns et des autres. D'autant que si les malheurs des Juifs dans le passé sont à tout jamais irréparables - même si Israël a accepté les énormes réparations payées par l'Allemagne - les torts faits aux Palestiniens, eux, peuvent encore être réparés ou atténués et doivent l'être.

« Ce que je dis n'est point pour répondre à l'argument arabe : vous avez commis des crimes racistes en Europe pourquoi devrions-nous payer pour vous? » ajoute notre Ponce Pilate. Le fait est qu'il n'y a rien à répondre à cet argument. Les Israéliens l'ont bien compris qui y [60] répondent par le fer et par le feu. Dans le même numéro des *Temps Modernes* un intellectuel égyptien, Loftallah Soliman, peut bien adjurer: « Les Arabes n'ont été pour rien dans l'holocauste des Juifs. Ils ne voient donc pas pourquoi, au nom de quoi, de quelle justice, de quelle légalité ou de quelle divinité, ils ont été désignés pour payer les pots cassés. Sur la terre de Palestine, un peuple arabe vivait depuis plus de mille ans. On a évacué ce peuple dans des conditions atroces, pour installer sur sa terre un autre groupe humain, sous prétexte que ce groupe avait été martyrisé et avait droit à réparation. Les Arabes ne voient pas pourquoi, au nom de quoi ils ont été désignés pour réparer les torts commis par les autres... L'holocauste des Juifs en Europe ne nous concerne que dans la mesure même ou nous nous sentons concernés par l'universel, par Hiroshima, par exemple, par le génocide des Peaux-Rouges ou par le racisme anti-noirs aux États-Unis ou en Afrique du Sud. N'ayant été partie prenante dans cet holocauste en aucune manière, ni [61] activement ni par passivité, nous ne cultivons aucun complexe de culpabilité, nous ne nous sentons aucune conscience coupable... Il faut bien que nos amis européens, Juifs et autres, finissent par le comprendre : il n'y a rien dans notre histoire qui puisse nous amener à admettre que les Juifs aient droit à un vocabulaire particulier, à un traitement ou à des égards particuliers. Pour nous, ce sont des hommes comme les autres ».

Lotfallah Soliman prêche dans le désert de la mauvaise conscience occidentale. A l'affirmation, désespérée d'être jamais crue, des Arabes : « Nous ne sommes pas antisémites mais anti-Israéliens », Jean-Paul Sartre ne trouve à répondre, pauvrement, que : « Sans doute ont-ils raison. Mais peuvent-ils empêcher que ces Israéliens pour nous ne soient aussi des Juifs ? »

Mais Jean-Paul Sartre peut-il empêcher que ces Israéliens « qui sont aussi des Juifs » ne soient pour nous également des assassins, quand ils commettent un massacre comme celui de Dir Yassin, froidement perpétré dans la nuit du 9 au 10 avril 1948 ?

Ce massacre dont Dov Joseph, le gouverneur israélien de Jérusalem, reconnut qu'il avait été « une agression délibérée et non provoquée ». Cette nuit-là des hommes de l'Irgoun tuèrent 254 hommes, femmes et enfants à la grenade et à l'arme blanche sans autre raison que le fait qu'ils étaient arabes. Après le massacre, les assassins de l'Irgoun proclamèrent dans une conférence de presse leur volonté de poursuivre la lutte, l'invasion et l'occupation. Les survivants furent entassés dans des camions découverts. On les fit défiler dans les rues des quartiers juifs de Jérusalem et ils furent couverts d'injures, de crachats et d'ordures avant d'être remis aux autorités britanniques.

Jean-Paul Sartre peut-il empêcher que ces assassins, même s'ils sont juifs, ne soient à juste titre comparés aux SS de la division «Das Reich» qui brûlèrent Oradour? Avec une différence pourtant. Les SS prirent pour prétexte à leur forfait, l'assassinat d'un officier allemand tandis que les SS de l'Irgoun opérèrent leur massacre à froid, par pur calcul politique. Car [63] ce qu'un journaliste sioniste, John Kimche, appela « la plus grande flétriature de l'histoire juive » ne fut pas inutile. Plus tard Menachem Bégin (redevenu ministre sans portefeuille trois jours avant le déclenchement du dernier conflit – à la veille d'une guerre on fait toujours appel aux spécialistes ! -) se vanta : « Les forces juives avançaient dans Haïfa comme un couteau dans le beurre. Les Arabes s'enfuyaient en criant : « Dir Yassin... »

« Bravo petit », dirait Jean Cau.

A cause de Dir Yassin, abandonnant maisons, terres, biens et cheptel, les Arabes terrorisés s'enfuirent. De massacres en massacres, les bandes sionistes réussirent ainsi à chasser d'une douzaine de villes et de cinq cents villages un million d'Arabes chrétiens et musulmans. Les Arabes qui constituaient en 1948 les deux tiers de la population palestinienne (alors qu'il n'y avait en 1914 que 85.000 Juifs en Palestine) finirent par n'en constituer plus que le dixième. Les sionistes avaient enfin la majorité. Ils pouvaient réaliser leur vieux rêve de fonder un [64] État juif purement juif, « aussi juif que l'Angleterre est anglaise ». Ils allaient enfin pouvoir cultiver les 80% de la Palestine qu'ils venaient d'occuper à coups de mitraillette alors qu'ils ne possédaient que 8% des terres en 1948.

Qu'on ne s'étonne pas si aujourd'hui en maniant la charrue d'une main, les soldats-laboureurs de Dayan doivent, de l'autre, garder le doigt sur la détente.

Dir Yassin fut une des causes de la guerre dite « d'indépendance ». Dite d'indépendance pour qui ? Curieusement pas pour la population indigène, née en Palestine, qui y avait toujours vécu, mais pour les Juifs, qui, selon l'impudente image consacrée, « revenaient chez eux » dans un pays qu'ils n'avaient pour la plupart jamais vu!

« Retour » bien anachronique, non seulement parce qu'il se produisait 2000 ans après la disparition du dernier État juif mais aussi parce qu'il s'effectuait au moment même où, partout dans le monde, commençait le grand départ des colonialismes contraints, de gré ou de force, à plier [65] armes, bagage et bonnes intentions! Un chroniqueur autrichien, dans un ouvrage peu suspect d'antipathie pour Israël, ⁽¹⁵⁾ rappelait récemment que le nom de Dir Yassin « sonne au Moyen-Orient comme chez nous les noms d'Oradour et de Lidice ».

Quand les Occidentaux jugent le conflit israélo-arabe et ses causes, ils pensent trop à la tragédie de l'*Exodus* et insuffisamment au drame de Dir Yassin. Il est vrai que le massacre de Dir Yassin n'a donné naissance à aucun best seller et que Hollywood « qui compte à peu près 80% de vedettes et producteurs d'origine juive » ⁽¹⁶⁾ n'en a jamais tiré aucun film pathétique. Et l'on peut présumer que c'est un épisode qu'on ne verra pas dans « 2000 ans, mon amour », l'histoire du peuple juif de Moïse à Ben Gourion, que la même Hollywood nous prépare...

¹⁵ E. Trost, *David et Goliath*, Buchet-Chastel.

¹⁶ *L'Express*, n° 868, p. 75.

Au moins Dir Yassin aura-t-il inspiré à Arnold Toynbee, ⁽¹⁷⁾ ce [66] jugement sévère et d'une juste amertume : « Si la noirceur d'un péché doit se mesurer au degré d'intensité avec lequel le pécheur a péché contre la lumière que Dieu lui a accordée, les Juifs ont encore moins d'excuse d'avoir chassé en 1948 les Arabes palestiniens de leurs demeures que n'eurent Nabuchodonosor, Titus, Adrien et les inquisitions espagnole et portugaise lorsqu'ils expulsèrent, persécutèrent et chassèrent les Juifs de Palestine et d'ailleurs, dans le passé. En 1948, les juifs savaient par expérience ce qu'ils faisaient: et ce fut leur suprême tragédie que la leçon tirée de leur affrontement avec les nazis les ait conduits non à éviter, mais à imiter certains des crimes commis par les nazis contre les Juifs.

Dir Yassin ne fut pas le seul Oradour en Terre Sainte. Il y en eut bien d'autres. A Ein el Zeitoun, les assassins de l'Irgoun imitèrent jusque dans les détails les SS d'Oradour : ils rassemblèrent et enfermèrent les habitants du village dans la mosquée qu'ils bombardèrent et incendièrent ensuite.
[67]

Et les Israéliens n'ont pas commis que des Oradours, ils se sont livrés aussi à quelques Sakhiet. A Kfar Kassem, ⁽¹⁸⁾ par exemple, petit village sur la ligne d'armistice où les forces armées n'avaient pas le droit d'entrer. Le 29 octobre 1956, une unité des forces frontalières israéliennes pénétra dans le village et imposa le couvre-feu. Quand les villageois, après leur journée de travail aux champs, se présentèrent à l'entrée du village, ils furent accueillis par des rafales de mitrailleuse. 51 personnes furent tuées dont 12 femmes, 10 enfants âgés de 14 à 17 ans, et 7 de 8 à 13 ans. L'annonce du massacre tomba en pleine agression franco-anglo-israélienne contre l'Égypte. Elle ne put pourtant pas être tout à fait étouffée. Le gouvernement israélien fit une enquête et un procès s'ensuivit. Dans son numéro du 11 avril 1957, le journal israélien *Haaretz* révéla que les 11 officiers et soldats jugés pour ce massacre avaient reçu une augmentation de solde de 50% et qu'ils se promenaient [68] en riant parmi les spectateurs. « Ils étaient traités comme des héros et non comme des criminels », ajoutait *Haaretz*. Diverses peines de 7 à 17 ans de prison furent prononcées, 5 des militaires condamnés à 7 ans furent immédiatement libérés. Les peines des autres furent bientôt réduites et peu de temps après tous étaient réintégrés dans leurs fonctions. ⁽¹⁹⁾

Il n'y a jamais d'oubli pour les crimes commis contre les Juifs; le pardon est vite accordé aux auteurs des crimes commis contre les Arabes...

Des agissements de ce genre devraient ternir quelque peu l'idée que M. Frédéric-Dupont, le député des concierges, se fait de « ce petit peuple libre, fier, travailleur, courageux. » Mais les connaît-il ? D'ailleurs, les connaîtrait-il, qu'il s'en moquerait : il n'y a pas d'Arabes parmi ses électeurs...

Qui les connaît au reste, et si on ne se les rappelle pas, qui les rappellera, ces crimes qui aident pourtant à comprendre la haine des Arabes pour [69] les sionistes et que, pour eux, les Israéliens, qui sont d'abord des Juifs aux yeux de Jean-Paul Sartre, sont d'abord des bourreaux?

La courte histoire d'Israël, pourtant fondé par un vote de l'O.N.U., est jalonnée des blâmes et des condamnations du Conseil de Sécurité pour des

¹⁷ A. Toynbee, *A Study of History*, Volume VIII, p. 290.

¹⁸ *Les Temps Modernes* n° 253 bis.

¹⁹ Le dossier des *Temps Modernes*, n° 253 bis, p. 123.

agressions commises par ses forces régulières contre les pays arabes voisins. Il y en a eut plus de trente: attaque des forces israéliennes, le 14 novembre 1953, contre le village de Kibya, en Jordanie : 75 Arabes tués et le village entièrement détruit. Attaque des forces israéliennes, le 28 mars 1954, contre le village de Nathaline en Jordanie : 14 Arabes tués et le village entièrement détruit. Le 28 février 1945, attaque « préparée par les forces israéliennes » (O.N.U. document n° 3373) contre le secteur de Gaza placé sous administration égyptienne : 36 Arabes tués et 31 blessés. Attaque des forces israéliennes contre le village de Khan Younes, dans le secteur de Gaza, le 31 août 1955 : 46 Arabes tués et 50 blessés. Attaque des forces israéliennes contre El Auja, [70] dans la zone démilitarisée entre l'Égypte et Israël, le 2 novembre 1955 : plus de 50 Arabes tués. Attaque des forces israéliennes contre un poste avancé syrien sur le lac de Tibériade, le 12 décembre 1955 : 56 Arabes tués. Attaque des forces israéliennes contre le village de Kalkilya, en Jordanie, le 10 octobre 1956 : 25 Arabes tués et 31 blessés. Attaque des forces israéliennes contre le village de Tawafiq dans la zone démilitarisée entre Israël et la Syrie, le 1^{er} février 1960 : village entièrement détruit.

Liste fastidieuse, comparée à la prose fervente et lyrique d'un Maurice Clavel, mais nécessaire quand on veut descendre des sommets de la littérature au terre à terre de l'Histoire.

Chaque agression, il faut le reconnaître, précédait ou suivait une déclaration de paix. Le 21 mars 1956, le ministre israélien des Affaires étrangères Moshe Sharet constatait avec amertume : « Nous avons fait vraiment plusieurs tentatives, depuis la création d'Israël, pour encourager nos voisins à négocier avec nous un traité de paix .» Et Mme Golda Meir qui [71] lui succéda aux Affaires étrangères, quinze jours à peine après une nouvelle attaque israélienne contre les positions égyptiennes à Sabha, n'en déclarait pas moins, le 2 juillet 1956 : « Notre premier objectif est la paix. Notre politique a toujours visé et visera toujours à l'établissement d'une collaboration fraternelle, non seulement avec les pays lointains, mais encore et surtout avec nos voisins. Nous sommes certains que le jour où la paix régnera dans la région du Proche-Orient ne tardera pas à venir. » Trois mois après, en octobre 1956, Dayan opérait sa première campagne du Sinai! Ses blindés n'avaient pas achevé l'invasion du Sinai et de l'enclave de Gaza qu'à l'O.N.U. Abba Eban, le représentant d'Israël, déclarait que le but de l'État juif était « la progression vers la paix ».

Les Arabes, c'est bien connu, sont rétifs à l'enseignement. Ils n'ont en effet jamais répondu aux encouragements que leur prodiguaient à coups de canon les Israéliens...

Le dernier en date des Sakhiet commis par Israël et condamné par [72] le Conseil de Sécurité précède de quelques mois seulement la nouvelle « progression vers la paix » des blindés israéliens, le 5 juin 1967.

Parce qu'un camion militaire israélien avait sauté sur une mine posée par des fedayins (3 soldats tués, 50 blessés) les forces israéliennes avec chars et half-tracks pénétrèrent en Jordanie où elles attaquèrent le 13 novembre 1966 plusieurs villages. Dans son rapport le général Old Bull, chef d'état-major de l'O.N.U. en Palestine, établit que cette opération de représailles avait fait 18 morts à civils et 15 militaires) et 134 blessés (97 civils et 37 militaires) du côté jordanien et causé la destruction dans le seul village de Al Samoah de 125 maisons dont un dispensaire et une école.

Roger Seydoux, notre représentant à l'O.N.U., rappela à cette occasion que la France condamnait toutes les actions de représailles, toutes les actions dites «

punitives », « toujours disproportionnées par rapport aux incidents qui les ont provoquées » et le Conseil de Sécurité vota par 14 voix et une abstention un blâme sévère à [73] Israël le 25 novembre 1966. Ce qui n'empêcha pas Abba Eban, une quinzaine de jours plus tard (le 14 décembre 1966), de déclarer: « La politique d'affrontement est la meilleure qu'Israël puisse opposer à ses voisins arabes pour préserver ses frontières, ni Levi Eshkol le 21 décembre suivant d'annoncer « les forces armées israéliennes sont maintenant trois fois plus importantes que dans le passé et l'armée se prépare non à arrêter une attaque ennemie, mais à porter la guerre au cœur des terres arabes ».

Un blâme de plus, quelle importance puisque Israël peut continuer comme si de rien n'était de pratiquer les représailles collectives, imputées à crime aux nazis pendant la dernière guerre, et ce droit de poursuite si violemment dénié aux Français pendant la guerre d'Algérie, en bénéficiant de la sympathie universelle. En mémoire, toujours, des morts de Dachau, d'Auschwitz et de Treblinka !

Il est vrai que depuis que l'Amérique, au Vietnam, brûle au napalm les populations qu'elle prétend sauver et détruit les villes qu'elle veut [74] protéger, l'opinion est blasée. Israël doit encore cette indulgence à l'Amérique, à qui déjà elle doit tant.

Si l'Occident n'a pas oublié les noms d'Oradour, d'Auschwitz et de Lidice alors qu'il ne connaît même pas les noms de Dir Yassin, ou de Kfar Kassem, ce n'est sûrement pas un hasard. Aux États-Unis, en Angleterre et en France entre autres, les moyens d'information sont en large part aux mains de Juifs qui se conduisent en nationalistes israéliens, comme la partialité de la presse et des radios et télévisions occidentales l'a abondamment prouvé lors du dernier conflit.

C'est qu'il faut que l'Occident se rappelle les crimes nazis, dont il s'est rendu complice, au moins par sa passivité, pour qu'il conserve le sentiment de sa culpabilité.

Ce sentiment de culpabilité c'est pour les sionistes, un capital à ne pas dissiper. Ils s'emploient à le faire fructifier. Il faut qu'on se souvienne de Lidice, d'Auschwitz et de Dachau puisqu'ils servent d'alibis aux Dir Yassin et aux Kfar Kassem.

[75]

Dans son essai, *Eichmann à Jérusalem, rapport sur la banalité du mal*,⁽²⁰⁾ admirable de liberté d'esprit et de rigueur intellectuelle, Annah Arendt, Juive et antifasciste de toujours, a fort bien montré comment Ben Gourion, ce vieux renard, s'était servi du procès à grand spectacle d'Eichmann pour faire la leçon au monde, pour la plus grande gloire du sionisme.

L'enseignement, comme tout enseignement soucieux d'efficacité, était adapté à ses différents destinataires. Ben Gourion le résuma dans une série d'articles destinés à expliquer pourquoi Israël avait enlevé Eichmann : « Il y avait une leçon pour le monde non juif: nous voulons montrer à tous les pays du monde comment des millions d'êtres humains, parce qu'ils se trouvaient être juifs, et un million de bébés, parce qu'ils se trouvaient être des bébés juifs, ont été assassinés par les nazis. » Ou encore, selon *Davar*, l'organe du parti Mapai que dirige M. Ben Gourion : « Que [76] l'opinion mondiale le sache, l'Allemagne nazie n'était pas seule responsable de l'extermination de six millions de Juifs européens. » Ou encore, selon les termes employés par M. Ben Gourion lui-

²⁰ Annah Arendt, *Eichmann à Jérusalem* (Gallimard édit.).

même : « Nous voulons que tous les pays du monde le sachent... et qu'ils en aient honte. »

« Quant aux Juifs de la Diaspora, ils devaient se souvenir que le judaïsme, « vieux de quatre mille ans, avec ses créations spirituelles, sa quête morale et ses aspirations messianiques », avait toujours « affronté un monde hostile »; que les Juifs avaient dégénéré au point d'aller à la rencontre de la mort comme des moutons à l'abattoir, et que seule la création d'un État d'Israël avait permis aux Juifs de « rendre coup pour coup » - ce qu'ils avaient fait au cours de leur guerre d'indépendance, dans l'aventure de Suez, et dans les incidents qui se succédaient presque quotidiennement aux frontières d'Israël.

« Et s'il fallait montrer aux Juifs demeurant hors d'Israël la différence entre l'héroïsme des Israéliens et l'humble soumission des Juifs, il y [77] avait aussi une leçon pour les Juifs à l'intérieur d'Israël : « la génération d'Israéliens qui a grandi après l'holocauste » risquait de desserrer ses liens avec le peuple juif, et implicitement, avec sa propre histoire. « Il faut que notre jeunesse se rappelle ce qui est arrivé au peuple juif. Nous voulons qu'elle connaisse les faits les plus tragiques de notre histoire. »

Annah Arendt concluait que ces leçons pour la plupart étaient superflues : « L'antisémitisme a été discrédité grâce à Hitler, sinon pour toujours du moins pour le moment; non pas parce que les Juifs sont devenus plus populaires tout à coup, mais parce que, comme disait M. Ben Gourion lui-même, la plupart des gens « se sont rendus compte que de nos jours l'antisémitisme mène à la chambre à gaz et à la fabrique de savon ». ⁽²¹⁾

Superflues ces leçons ? Pas tant que cela puisqu'il s'agissait de donner mauvaise conscience à tout jamais à l'Occident, aux non-juifs, de paralyser tout sens critique en frappant [78] les esprits d'horreur au rappel des crimes nazis, pour « couvrir » à l'avance Israël et lui laisser les mains libres pour atteindre ses buts, accomplir ses desseins expansionnistes en toute quiétude, en attendant de pouvoir réaliser ce « Grand Israël » du Nil à l'Euphrate qui reste l'objectif final et dont la réalisation commencée en 1948, continuée en 1956 et reprise en 1967, est en cours.

Quand Israël s'apprête à frapper, et à atteindre une nouvelle étape de son plan de conquête, ses dirigeants mobilisent les morts avant de lâcher leurs soldats.

Dès le déclenchement des hostilités, le président du Conseil israélien Levi Eshkol envoya une lettre au président Kossyguine pour justifier Israël : « Il s'agit d'un dessein impitoyable de détruire l'État d'Israël, qui représente les traditions, les sacrifices et les espoirs d'un vieux peuple qui, dans cette génération, a perdu six millions des siens, massacrés dans une tragédie sans comparaison dans l'histoire... »

Une tragédie sans comparaison dans l'histoire? Voire. Sans comparaison à [79] cause de l'espèce de maniaquerie pédante et de méticulosité scientifique que les Allemands mirent, comme à tout, à l'organisation du massacre systématique des Juifs; mais comme le rappelait récemment François Mauriac dans un de ses blocs-notes, l'histoire est riche en génocides, et en horreur les massacres se valent tous. Plusieurs millions de Polonais et la presque totalité des tziganes ont été également massacrés dans les mêmes conditions et en même temps que les Juifs, et pour les mêmes raisons - seulement coupables aux yeux des nazis d'être ce qu'ils étaient, des Polonais - des tziganes - et dans un

²¹ Annah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, p. 18-19.

but d'extermination totale. Il y a beau temps qu'on ne parle plus de leur martyr. On trouve, il est vrai, peu de tziganes à la tête des grands organes d'information occidentaux pour nous le rappeler.

Ce qui est unique à la vérité, c'est le parti qu'ont tiré du martyr juif les sionistes et la bonne conscience avec laquelle ils font payer à des innocents les souffrances passées.

Si l'opinion publique occidentale [80] était moins ignorante des conditions dans lesquelles Israël est né, s'est maintenu et s'est développé en vingt ans de spoliations et d'expansion, elle serait moins facilement émue par le sort des kibboutzim, ces colons de choc, qui aux frontières doivent travailler la terre sous la menace des balles des « terroristes », puisque c'est ainsi que l'on appelle en Israël les résistants à l'occupant qui tentent, par des attentats, de rappeler au monde qui s'en moque leur existence et leurs droits.

Ce qualificatif de « terroriste », c'est un mot que les Français devraient bien connaître. C'est celui que les Allemands et leurs alliés (dont beaucoup sont devenus aujourd'hui les admirateurs d'Israël) utilisaient pour appeler pendant l'occupation les résistants. C'est celui que donnent tous les occupants, toujours, à ceux qui luttent pour la libération de leur patrie. Il est d'autant plus plaisant de voir avec quelle plume réprobatrice l'utilise la presse française issue de la résistance...

Quand éclata le conflit et que les [81] bombes israéliennes tombaient sur les villes égyptiennes et même sur les camps de réfugiés, que les premiers soldats égyptiens en déroute, brûlés à 80% par le napalm, arrivaient dans les hôpitaux qui souvent eux-mêmes n'avaient pas été épargnés, sur quoi prétendait nous émouvoir Serge Groussard ? par exemple, sur le sort d'un kibboutz frontalier évacué de sa population dès les premières opérations et bombardé par l'artillerie syrienne: « Pans de murs en brique calcinés, jouets brisés, épaves au milieu des décombres. Et dans la vaste étable, sous le toit à demi écroulé une trentaine de vaches au pelage noir et blanc qui gisaient parmi leur propre sang presque toutes atrocement déchiquetées. » Ce n'est pas la faute de Serge Groussard s'il n'avait que des cadavres de vaches à se mettre sous la plume. Ce n'était pas sur Israël que tombait le feu du ciel. Une fois de plus c'était sur les Arabes. Mais peut-être après tout, est-ce que pour l'ancien sympathisant de l'O. A. S. qu'est Serge Groussard et pour Robert Lazurick, le propriétaire de *L'Aurore*, la vie d'une vache [82] israélienne a plus de prix que celle d'un Arabe...

L'opinion publique française qui était restée dans sa grande majorité remarquablement insensible pendant les quatre années de la grande rafle, s'est sentie extraordinairement « concernée » par le conflit israélo-arabe. Il faut dire que cette fois, dans les salons, les salles de rédaction, les Cafés du Commerce, on ne courait aucun risque à s'engager verbalement et à venir moralement au secours d'Israël.

Il faut dire aussi que l'opinion publique française en particulier, et occidentale en général, fut admirablement mise en condition par une presse et une radio résolument partiales qui réussirent à la persuader, d'abord, que l'équilibre des forces jouait en faveur des Arabes et qu'Israël était donc menacé d'extermination, puis, lorsque le conflit éclata, qu'Israël avait été attaqué. Appuyer Israël, c'était en somme défendre les faibles et les victimes d'une agression. Un honnête homme ne pouvait pas ne pas brûler du feu sacré pour Israël.

[83]

Rien de surprenant donc qu'au déclenchement du conflit, 88% des Français que la guerre du Sinai ne laissait pas indifférents, aient souhaité la victoire d'Israël (73% des électeurs du Centre Démocrate, 64% des électeurs de la V^e République, 63 de ceux de la Fédération et 37 des électeurs communistes, ⁽²²⁾ malgré les efforts courageux de la presse communiste pour combattre l'intense bourrage de crâne généralisé et l'antisémitisme anti-arabe naturel à la grande majorité des Français, qu'ils soient prolétaires ou bourgeois) d'autant que l'idée d'Israël que se font nos sionistes parisiens est extraordinairement édifiante. Après avoir si longtemps dénigré les Juifs on les idéalise sans se rendre compte qu'ainsi on ne cesse pas de faire d'eux des hommes à part et donc de l'antisémitisme sans le savoir.

Il faut rappeler pour mémoire, et pour le plaisir, cet appel d'un «Comité des Scientifiques pour la paix au [84] Moyen-Orient », signé par quatre prix Nobel en faveur d'Israël, « miracle de la volonté, de la science utilisée à des fins pacifiques, qui, après avoir été le creuset des religions d'Occident, a fait surgir d'un désert une civilisation nouvelle. Les marques de cette civilisation se trouvent dans les universités et les instituts de recherche, dans les laboratoires et les écoles, dont les pays arabes voisins, qui en sont dépourvus, doivent pouvoir profiter. »

A croire qu'Israël n'a été fondé que pour offrir aux Arabes des laboratoires, des instituts de recherche et des universités ! Il y a décidément chez tout Occidental, même quand il se veut un intellectuel de gauche, un colonialiste qui sommeille!

La déclaration d'un Albin Chalandon exprime un point de vue beaucoup moins particulier et certainement l'opinion de l'immense majorité des Français : « L'État d'Israël apparaît aux yeux des Français comme le refuge et l'espérance des Juifs, qui ont miraculeusement échappé à l'extermination de 7 millions d'entre eux par l'hitlérisme [85] et qui, privés de toutes leurs attaches, ont repris racine sur une terre chargée de souvenirs et de messages. » Le chiffre habituel des victimes juives du nazisme est de six millions mais le directeur de la Banque commerciale de Paris de Marcel Dassault, a l'habitude de jongler avec les chiffres et l'argument ne vaut que par son poids de cadavres.

Cette déclaration n'oublie qu'un détail qui est l'essentiel : cette terre n'était pas chargée seulement de « messages et de souvenirs. » Elle était aussi chargée d'hommes, d'Arabes palestiniens, musulmans et chrétiens.

Tout le mal est venu, vient encore de cette ignorance qui date de loin : «Les immigrants juifs vinrent en Palestine, croyant qu'il s'agissait d'un pays désolé, habité seulement de façon sporadique. Ils étaient trop occupés de leurs propres affaires et trop ignorants de l'Arabe pour s'apercevoir de ce qui se passait autour d'eux. Puisque les Turcs gouvernaient la Palestine, c'était vers les Turcs qu'ils tournaient toute leur attention. Cette orientation n'aida pas à rendre les Juifs populaires parmi [86] les Arabes », note un historien de l'immigration juive. ⁽²³⁾

Cette ignorance devint vite volonté d'ignorer. Du gouverneur militaire de Jérusalem en 1918, R. Storrs, jusqu'aux membres de la commission d'enquête anglo-américaine de 1946, beaucoup d'observateurs ont noté l'apparente

²² Chiffres résultant d'une enquête effectuée par l'IFOP pour le compte de *L'Express* qui les publia dans son numéro du 17 juillet 1967.

²³ Neville Mandel, *Turks, Arabs and Jewish immigration into Palestine 1882-1914*, cité par Maxime Rodinson, dans *Les Temps Modernes* no 253 bis, p. 41.

impossibilité des immigrants juifs de comprendre le point de vue de la majorité arabe, et à plus forte raison de prendre ses droits en considération.

On commence par oublier l'existence des Arabes. Et quand, sur place, on ne peut plus l'ignorer, il ne reste plus qu'à les chasser ou à les tuer. Avant d'être raciste, par pensée et par action, on peut l'être par omission...

C'est pour réparer cet oubli des Juifs et de leurs alliés occidentaux, que les « terroristes » palestiniens se livrent aux attentats, contre les Israéliens qui ne sont pour eux rien d'autre que des occupants.

Le terrorisme est la seule arme qui [87] reste aux faibles pour faire entendre leur voix dans un monde qui se bouche les oreilles. Tant pis si c'est là un moyen qui déplaît aux braves gens si facilement résignés aux injustices subies par les autres. Les résistants palestiniens s'en consolent aisément en se rappelant qu'on traitait aussi de terroristes les membres de l'Irgoun et du Stern quand, avant la fondation d'Israël, ils se livraient à des attentats spectaculaires à la bombe contre les Anglais d'abord et bientôt contre les Arabes, en témoignant d'une belle indifférence à l'égard des victimes innocentes. Ils verront dans ce souvenir une raison d'espérer.

Mais peut-être après tout cette ignorance de l'existence des indigènes est-elle volontaire ? Les philosionistes, Juifs ou non, ferment les yeux pour ne pas voir la réalité. On ne rêve jamais mieux que les yeux fermés et le sionisme a commencé par être un rêve.

Reconnaître qu'il y avait des indigènes sur cette terre où les Juifs venus de tous les azimuts ont repris après 2000 ans racine, obligerait à constater [88] qu'ils n'y sont plus, qu'ils en ont donc été chassés et qu'on s'est emparé de leurs terres et de leurs biens. Il n'en faudrait pas plus pour faire pâlir la touchante image d'Épinal du petit peuple de soldats-laboureurs menacé par la haine incompréhensible de voisins innombrables. Israël ne serait plus alors que la Palestine occupée et pour les Arabes, ce que l'Alsace-Lorraine, occupée par les Allemands, fut pour nos grands-parents. Et il faudrait bien admettre qu'il est naturel, normal que les réfugiés palestiniens dans leurs camps, comme plusieurs générations de Français après 1870, ne vivent que dans l'espoir de la revanche et dans la haine. Cela va loin. Mieux vaut décidément fermer les yeux.

Devant tant d'ignorances, feintes ou réelles, on a envie de dire aux sionistes et à leurs alliés occidentaux ce que Jésus disait à Nicodème: « Quoi! vous êtes maître en Israël et vous ignorez ces choses? » (24)

Une déclaration comme celle de Pierre Mendès-France, au moment où [89] le conflit éclata, aussi, est révélatrice. « Comment ne serais-je pas ému alors qu'un pays, membre de l'O.N.U., se voit contester le droit même à l'existence, alors qu'un peuple est menacé dans sa vie même par la coalition de tous ceux qui l'entourent. » Que l'homme privé se sente ému parce qu'il est juif rien de plus naturel. Mais l'homme public, l'ancien président du Conseil français, devrait oublier les émotions de l'homme privé d'autant qu'elles nuisent visiblement à son jugement. On ne voit pas en quoi l'appartenance d'un pays à l'O.N.U. rend plus émouvantes les menaces d'extermination qui pèsent sur lui. Les massacres dont sont actuellement victimes, par exemple, les Ibos du Biafra ou les Soudanais du Sud sont-ils moins horribles parce que ces malheureux ne sont pas représentés à l'O.N.U. ?

Si cette référence à l'O.N.U. a pour but de faire vibrer notre fibre juridique, elle est à la fois bien maladroite et bien impudente puisque ce même membre de

²⁴ *Évangile selon saint Jean (III-10).*

l'O.N.U. a maintes fois été sévèrement blâmé pour ses agressions [90] par le Conseil de Sécurité, s'est toujours moqué des résolutions de l'O.N.U. sur les réfugiés, n'a jamais tenu les promesses qu'il avait faites pour y être admis. Ou alors pourquoi ne pas nous émouvoir également sur le sort de l'Afrique du Sud, membre de l'O.N.U. elle aussi, elle aussi entourée de voisins hostiles et menaçants à cause de sa politique d'apartheid ?

La comparaison d'ailleurs ne s'arrête pas là: l'Afrique du Sud elle aussi a été maintes fois condamnée par l'O.N.U, pour sa politique (mais pas par Israël qui s'est abstenu parce que l'Afrique du Sud fut avec le Libéria et les Philippines le seul pays afro-asiatique à voter le partage de la Palestine le 29 novembre 1947 1, et elle n'en a jamais tenu plus compte qu'Israël...

Mais le plus significatif n'est pas dans ce petit membre de phrase, dans « ce membre de l'O.N.U. » par lequel déjà P.M.F. veut nous impressionner et dévoyer notre jugement. C'est l'oubli que « ce peuple qui se voit contester le droit à l'existence » est précisément celui qui n'a pas seulement contesté [91] mais ravi le droit à l'existence du peuple arabe de Palestine, qui y vivait et y travaillait depuis 13 siècles !

Si 20 siècles après avoir été chassés par les Romains les Juifs ont encore des droits sur la Palestine, peut-on imaginer sans trop d'efforts que les Arabes qui en ont été chassés par les sionistes il y a vingt ans seulement pour les uns, à peine dix ans pour les autres, et quelques semaines pour les derniers, y aient encore des droits ? A moins évidemment qu'ils ne se mettent, comme les sionistes à la suite de leur malheur, à la recherche à travers le monde « d'une terre chargée pour eux de messages et de souvenirs ». Pourquoi pas l'Andalousie, par exemple, si florissante à l'époque musulmane et bientôt réduite à la misère par la Reconquête ? Il n'y a pas 500 ans, après tout, Grenade était encore musulmane et la Mosquée de Cordoue et l'Alhambra sont chargés de souvenirs aussi prestigieux que le pan de mur du Temple, objet du Retour.

Pierre Mendès-France n'est pas le seul ancien président du Conseil à montrer une surprenante ignorance [92] des faits quand il s'agit d'Israël et des Arabes. Chez Gaston Defferre qui fut un temps candidat à la présidence de la République, l'ignorance prend des proportions monumentales. Dans son désir de contrer de Gaulle, après la fameuse conférence de presse au cours de laquelle le Président de la République parla sans complexes du peuple d'Israël « sûr de lui, dominateur », et le remous qu'elle provoqua, Gaston Defferre se déclara insatisfait des commentaires que le général de Gaulle crut devoir apporter à ses propos à l'occasion du 1^{er} janvier devant le grand-rabbin Kaplan. « Que les propos tenus le 27 novembre aient été péjoratifs ou élogieux, il n'en reste pas moins un fait indéniable : pour de Gaulle il y a une différence entre les juifs et les pratiquants d'une autre religion. C'est cela l'important. C'est à partir de ces différences, qu'il s'agisse de supériorité ou d'infériorité attribuée à une catégorie d'êtres humains du fait de leur religion que peuvent être fondés l'antisémitisme et le racisme. »

Gaston Defferre qui au déclenchement [93] du conflit déclara : « Nos amis de la Fédération et moi nous avons choisi notre camp : nous sommes pour Israël » a visiblement pris parti en méconnaissance de cause...

Il semble ignorer en effet que c'est sur ces « différences entre les Juifs et les pratiquants d'une autre religion » qu'est fondé l'État d'Israël où le statut personnel des citoyens est régi par les lois rabbiniques. C'est une ignorance de taille pour un homme politique qui a de si grandes ambitions ! Elle est aussi stupéfiante que l'inconscience relevée par Annah Arendt, avec laquelle le

procureur Hausner, au procès d'Eichmann, dénonçait « les lois iniques de Nuremberg, qui, en 1935, avaient interdit le mariage et les rapports sexuels entre juifs et Allemands » dans un pays où, rappelle Annah Arendt, « un Juif ne peut épouser un non-juif; où les mariages conclus à l'étranger sont reconnus mais où les enfants nés de mariages mixtes sont aux yeux de la loi illégitimes (alors que sont légitimes les enfants nés hors du mariage mais dont les deux parents sont juifs); [94] où celui « qui se trouve avoir une mère non juive ne peut ni se marier ni se faire enterrer ! » (25)

S'il croit à ce qu'il dit, Gaston Defferre ne devrait pas manquer de conclure qu'un État fondé sur de telles lois est incontestablement raciste...

D'autant que « les différences » que son maladroit adversaire l'accuse de faire « entre les Juifs et les pratiquants d'une autre religion », ce n'est pas de Gaulle qui les a faites, ce sont les Juifs eux-mêmes, ces Français d'origine juive qui ont manifesté au cri de « La France avec nous », en brandissant un drapeau national étranger, en chantant en hébreu l'hymne national israélien, en déclarant comme cette jeune Française juive à un poste périphérique : « Je m'engage pour défendre ma patrie. »

C'est Edmond de Rothschild qui les [95] a clairement manifestées dans une lettre personnelle adressée à ses coreligionnaires (26) leur faisant scandaleusement obligation de cotiser en faveur d'Israël, autrement dit de payer un impôt à un État étranger en vertu de lois qui ne sont pas celles de la nation dont ils sont citoyens :

« Israël a gagné la guerre sur le plan militaire. Chacun de nous en éprouve une fierté immense, mais rien n'est résolu...

« La victoire militaire a été une victoire du peuple juif isolé dans un monde hostile ou indifférent. » (Peut-on écrire contre-vérité plus flagrante !) « Cette victoire a coûté très cher en vies humaines; cette victoire doit être consolidée. Elle ne peut l'être que par le seul peuple juif, c'est-à-dire par chacun de nous.

« Vous avez sans doute déjà apporté votre contribution financière à Israël, mais avez-vous assez donné ? La contribution qui est exigée de chacun de nous ne constitue pas un acte de [96] charité, c'est un impôt, c'est le prix de notre dignité, de notre fierté, de notre solidarité.

« Nombreux sont les Israéliens qui ont donné leur vie. Notre devoir immédiat, à nous, est de soutenir financièrement Israël. C'est le moins que nous puissions faire.

« Chaque juif doit apporter sa contribution; celle-ci doit correspondre aux moyens dont il dispose, soit un mois de salaire, soit une part importante des revenus annuels, soit même une part de son capital; il est dit dans la loi juive que chacun doit donner au moins 10% de ses revenus.

« Il faut donc que chacun de vous entende cet appel, qu'il se sente personnellement concerné et qu'il se demande si son sacrifice est suffisant. »

94.000 Juifs « de France » sur 550.000, pour parler comme E. de Rothschild, payèrent « l'impôt » qui rapporta à Israël 6 milliards d'anciens francs.

D'autres, heureusement, répondirent comme il convenait :

²⁵ *Le Monde* du 24 février dernier annonçait que le grand rabbin de Haïfa s'opposait au mariage avec un officier de parachutistes de Galia ben Gourion, petite-fille de l'ancien premier ministre, dont la mère d'origine anglaise et chrétienne s'était convertie au judaïsme, parce qu'il n'y avait aucune preuve qu'elle soit juive !!! ...

²⁶ Le 16 juin 1967, sur papier à en-tête du « Comité national de coordination des organisations juives de France ».

« Descendante de familles juives qui ont unanimement quitté la Lorraine [97] en 1870 pour rester françaises; petite-fille du directeur du Séminaire israélite de Paris; fille de Jacques Hadamard, un des fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme, j'ai été élevée dans l'atmosphère de bataille de l'affaire Dreyfus, c'est-à-dire dans l'esprit de lutte contre l'injustice et contre le racisme. Mon père, profondément préoccupé de sauver les persécutés, a lutté toute sa vie pour sauver les Juifs persécutés, mais, et sur le même plan, tous les persécutés sans distinction.

« C'est imbue de cet esprit que je me sens le devoir d'élever la voix. Bien sûr, j'applaudis le travail accompli par le peuple israélien pour défricher le pays où les a placés l'O.N.U. et j'applaudis ses réalisations culturelles comme je les applaudirais chez tout peuple en lutte pour son épanouissement. Mais M. de Rothschild me demande d'éprouver une « fierté immense » pour tout autre chose : une victoire militaire qui ne prouve qu'une force écrasante et qui ne résout rien, il le dit lui-même. Il n'y a pas là de quoi être fier. [98]

« Je m'inscris en faux contre d'autres de ses affirmations. Il parle d'un « peuple » juif, lequel n'existe pas. Il existe dans un grand nombre de pays des gens de confession israélite *qui n'ont que cela en commun ...* ; ou des gens qui ont peut-être des origines semblables, mais qui ont des idées, des philosophies totalement différentes, car ils vivent intégrés au sein des peuples où ils se sont enracinés, c'est mon cas.

« Non, je n'appartiens pas au « peuple » juif. Comme la plupart des juifs français, j'appartiens au peuple français qui a donné au monde la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, la liberté aux esclaves, le statut de citoyen aux juifs en 1791 et le « J'accuse » de Zola. C'est là ma dignité.

« Non, je ne dois aucun « impôt » comme prix de ma solidarité. Celle-ci va aux opprimés, aux persécutés, aux victimes israéliennes et aux innombrables victimes arabes, comme elle va aux victimes vietnamiennes, aux Noirs qui sont victimes du racisme en Afrique du Sud et aux États-Unis, et, en [99] général« à toutes les victimes du racisme.

« Mais la lettre de M. de Rothschild appelle un autre commentaire : n'a-t-il jamais réfléchi au fait que le prosémite qui se considère comme appartenant à un « peuple élu » est tout aussi raciste que l'antisémite ?

« J'ajoute que son attitude, loin de servir le peuple israélien et les Juifs du monde entier, ne fait que donner des armcs à l'antisémitisme. Il encourt là une grave responsabilité.

« Et c'est pour protester contre cela que je m'adresse à mes compatriotes juifs en les invitant à repousser son appel et à proclamer ainsi qu'ils sont Français, et non « de France » comme il l'écrit. » (27)

Lettre qui en suscita une autre, non moins remarquable, du professeur Leibovici :

« Il faut louer Jacqueline Hadamard de sa belle lettre au *Monde*. Elle a répondu avec pertinence et humanité à l'effarante circulaire du baron Edmond de Rothschild. J'avais d'ailleurs reçu cette circulaire et je l'avais mise [100] au panier en haussant les épaules. J'avais tort.

« Tout d'abord, il y a donc, puisque je suis Juif libre penseur et que je n'ai jamais mis les pieds ni dans une synagogue ni dans un consistoire, une «liste des Juifs de Paris ou de France» à qui le baron de Rothschild demande, « selon

²⁷ *Le Monde*, 9-10 juillet 1967.

la loi », de subventionner Israël. Cette liste doit dater de Darquier de Pellepoix puisque je connais des Zimmer, des Hertzog, des David ou des Salomon, des Vidal qui ont reçu cette circulaire alors qu'ils ne sont pas Juifs mais Alsaciens, Bretons ou Méridionaux.

« Il faut éclairer ceux qui, trop nombreux, ont réagi de façon purement émotionnelle alors qu'un véritable réître, le général borgne, voyait une gloire de plus à sa *Blitzkrieg* quand les jeunes pilotes israéliens bombardèrent, au napalm, des colonnes d'Égyptiens en déroute dans le désert, sans armes, à demi morts de chaleur, d'épuisement et de soif.

« Né à Paris, élève de l'école laïque, de la maternelle au lycée en passant par l'école communale, libre-penseur [101] et d'extrême-gauche, je n'ai jamais voulu me rendre en Israël, pays trop vite fascisant et soldat des U.S.A., où le mariage mixte est interdit, le mariage religieux obligatoire et où on a enterré, au bord de la route, contre le mur d'un cimetière, un petit demi-juif à qui tout vrai cimetière israélite ou chrétien était également interdit par ses prêtres respectifs.

«Devant le Mur des Lamentations, ai-je lu dans la presse, les premiers Juifs qui furent admis étaient le grand-rabbin de Jérusalem et les deux barons de Rothschild.

« Roger Peyrefitte a dû s'étrangler de rire, et moi, comme mes amis, le professeur Schapira et sa femme, (28) j'ai eu honte. Puis-je dire que mes amis Schapira ont été accablés d'injures et même de menaces de mort?»

Et si tant de « Juifs de France » n'avaient pas agi en nationalistes israéliens, le grand-rabbin Kaplan aurait-il eu besoin de préciser au président de la République qu'il ne fallait pas voir [102] dans l'attitude de la grande majorité des Juifs de France l'expression d'une double allégeance ?

Qu'en sait-il d'ailleurs ? Et qui faut-il croire? Le grand-rabbin ou Edmond de Rothschild qui occupe lui aussi de très importantes responsabilités au sein des organisations juives de France et qui a déclaré sans hésitation dans une interview (29) : « Je crois que la double appartenance n'est pas incompatible, surtout si l'on considère que la France est une des premières démocraties du monde et Israël aussi... » Mais justement, c'est difficile à considérer...

C'est dans cette même interview qu'Edmond de Rothschild justifiait ainsi son intérêt « particulier » pour Israël : « Mon grand-père a acheté, entre 1885 et 1914, des territoires entiers situés dans diverses régions du pays qui, au fond, correspondent relativement aux frontières actuelles d'Israël... ou plutôt que l'on retrouve aujourd'hui dans les territoires occupés. Par conséquent j'ai un héritage [103] d'intérêt tout particulier pour l'État d'Israël. Les Israéliens de leur côté me portent une affection toute particulière étant donné que je suis le petit-fils de mon grand-père. »

Edmond de Rothschild croit apparemment que tout s'achète, une patrie comme un drugstore, et qu'on peut créer et lancer un pays comme une station de sports d'hiver. A milliardaire rien d'impossible. A moins qu'il ne se croie encore au 19e siècle et en Europe de l'Est, où l'on achetait avec les terres les « âmes » qui y étaient attachées et sur lesquelles on avait droit de vie et de mort.

Quoi qu'il en soit les Juifs « de France », qui ont manifesté avec tant d'ingénuité et de passion une allégeance qu'on ne peut espérer double que dans le meilleur des cas, devraient méditer l'avertissement d'un ministre anglais d'origine juive, Sir Edward S. Montagu, appartenant au cabinet de Lloyd George

²⁸ Cf. p. 35.

²⁹ *Candide* du 27 novembre 1967.

qui ratifia la déclaration Balfour en 1917, à laquelle il était hostile : « Si un Juif anglais a les yeux fixés sur le mont des Oliviers et aspire au jour où il secouera la terre britannique [104] de ses souliers et ira faire de l'agriculture en Palestine, cet homme me paraît avoir poursuivi des buts incompatibles avec la citoyenneté britannique et avoir admis qu'il était inapte à participer à la vie publique de la Grande-Bretagne ou à être traité comme un Anglais. »

Il est toujours valable. Comme la phrase que Mme Golda Meir prononça dans une conférence intitulée « Ce que nous demandons aux Juifs du monde » : « Le Juif anglais qui entonne l'hymne britannique « God save the Queen » ne saurait être en même temps un sioniste. »

Qu'entre les deux formules les Juifs « de France » choisissent. Les Français, qui ne font pas de différence entre ceux des leurs qui pratiquent la religion juive et les autres, sont en droit de leur demander, eux à qui, par une manière de terrorisme intellectuel, on prétend dénier le droit de juger en toute liberté de la politique d'un État étranger, Israël.

A voir l'ignorance de nos hommes politiques - feinte ou réelle, pure ou [105] intéressée - à l'égard du conflit israélo-arabe et de ses causes proches et lointaines, on devient plus indulgent quand on considère la facilité avec laquelle de simples citoyens se sont laissés embrigader pour une mauvaise cause, à la suite d'une très efficace et très habile mise en condition.

Pour que nous nous sentions émus comme P. Mendès-France, il fallait d'abord nous persuader de la réalité des menaces qui pesaient sur ce petit peuple « encerclé », et du déséquilibre des forces en faveur des Arabes.

Pendant quelques jours, ce fut dans les journaux, à la radio, à la télévision, une débauche d'additions, de statistiques, de tableaux comparatifs. On comptait les hommes, les canons, les chars, les avions. On ne sait pas d'où sortaient ces chiffres, habituellement « secrets militaires », mais ils étaient très précis : sur le papier aucun doute n'était possible, les Arabes étaient les plus forts. Il fallait trembler pour les 2 millions et demi d'Israéliens, entourés de 50 millions d'Arabes, disaient les uns, 100 millions écrivait [106] Pierre Lazareff, 200 millions même affirmaient d'autres, qui n'avaient à opposer que 280.000 soldats à 592.000 soldats arabes, 700 chars à 2730, 450 avions à 980. A lire ces chiffres, Israël était déjà détruit avant même d'avoir été attaqué.

C'était oublier les milliers de kilomètres de désert qui séparaient les forces arabes les unes des autres et les premières lignes de leurs arrières, les divisions profondes du camp arabe que ne pouvaient effacer des accords de circonstance, le souci bien naturel des différents régimes de se protéger contre leurs ennemis de l'intérieur, presque aussi vif que celui de s'entraider dans le cas d'une attaque israélienne.

C'était négliger le fait que les Irakiens avaient à faire face aux Kurdes, que les meilleures troupes égyptiennes étaient engagées au Yémen, que l'armée syrienne éprouvée par de nombreuses purges manquait de cohésion.

C'était faire peu de cas d'études aussi sérieuses que celle de *l'Economist* ou du *New York Times* [107] qui, fondées sur les évaluations des services de renseignements occidentaux, concluaient, sans hésiter, à la supériorité de l'armée israélienne sur les armées arabes coalisées.

Dans leurs calculs d'apothicaires, si naturels au pays de Monsieur Homais, nos stratèges de salles de rédaction oubliaient que le matériel vaut ce que valent les hommes et que plus que la quantité des soldats c'est leur qualité qui importe

et qu'à ce compte la supériorité d'Israël, pays du monde où l'investissement culturel, économique, technique et militaire est sans doute le plus fort par tête et au centimètre carré, né et grandi dans la violence, ramassé sur lui-même, toujours prêt à bondir, était écrasante.

Même si les Israéliens pouvaient en toute bonne foi se croire menacés, leurs dirigeants eux savaient à quoi s'en tenir. Comme le rappelait *Le Monde* trois jours après le déclenchement du conflit les responsables civils et militaires israéliens annonçaient deux ans auparavant : « Nous nous préparons à nous défendre nous-mêmes [108] sans aide extérieure. La guerre, s'il y a guerre, sera très courte, et la décision devra intervenir dans les trois ou quatre jours. C'est l'armée de l'air qui tient la clef de la situation stratégique. » Et déjà à l'époque ils insistaient sur la supériorité qualitative de leurs combattants qui devaient compenser et au-delà les infériorités quantitatives de l'armement.

Une supériorité que toutes les escarmouches et tous les combats qui précédèrent le conflit du 5 juin ne cessèrent de démontrer dans les airs notamment où les «Mirage» israéliens l'emportaient toujours sur les «Migs» arabes.

Ces calculs négligeaient enfin la présence de la 6e flotte qui eût immédiatement protégé Israël, si Israël avait vraiment été menacé d'extermination. Jamais le président Johnson, à la veille d'une année électorale, n'aurait risqué de s'attirer l'hostilité de la population juive de New York qui est à elle seule plus nombreuse que la population totale d'Israël. Car, faut-il le rappeler, la vraie capitale d'Israël depuis 20 ans, ce n'est ni [109] Tel-Aviv ni Jérusalem, c'est New York, d'où vient le nerf de la guerre - le dollar.

Un mois et demi avant le 5 juin, le président du Conseil israélien Levi Eshkol, dans une interview donnée à *U.S. News and World Report* (30), à la question : « Si Israël était attaqué en force par ses voisins vous attendez-vous à une assistance des U.S.A. ? » répondait : « Sûrement. Nous nous attendons à une telle assistance mais nous compterons principalement sur notre propre armée. Je ne voudrais pas que les mères américaines pleurent sur le sang de leurs enfants répandu ici... Je m'attends à cette aide en vertu des promesses solennelles faites à Israël quand nous avons demandé des armes aux U.S.A. et qu'il nous fut répondu : « Ne dépensez pas votre argent, nous sommes là. La 6e flotte est là... »

Mais foin de toutes ces évidences. Il fallait qu'Israël parût à tout prix menacé d'extermination pour pouvoir mobiliser la conscience universelle en [110] sa faveur. Pour le croire il fallait être mal informé. Pour le faire croire, il suffisait de mal informer. Une certaine presse en a l'habitude.

Après quoi l'association des rabbins de France était sûre d'émouvoir l'opinion publique en affirmant : « La destruction de l'État d'Israël constituerait non seulement un crime devant Dieu mais une défaite de la conscience humaine. »

Comme si l'exode de tout un peuple chassé de ses villes, de ses villages et de ses maisons par la terreur et condamné à l'exil n'était pas aussi un crime devant Dieu et une défaite de la conscience humaine!

Les rabbins de France n'avaient sans doute pas lu, ou ils l'avaient oublié, la réponse de Nathan Chofshi, l'un des pionniers juifs en Palestine, à un rabbin sioniste américain qui lui demandait ce qui s'était passé:

³⁰ Du 17 avril 1967.

« Si le rabbin Kaplan (à ne pas confondre avec notre grand-rabbin Kaplan qui, lui, ne désire pas vraiment savoir ce qui s'est passé) désire vraiment savoir ce qui s'est passé, nous autres vieux immigrants en Palestine [111] qui avons été témoins de la lutte, nous pourrions lui dire de quelle façon les Arabes ont été forcés de quitter les villes et les villages... Certains d'entre eux ont été chassés par la force des armes; d'autres ont été incités au départ par la ruse, à l'aide de mensonges et de fausses promesses. Il suffit de citer les villes de Jaffa, de Lydda, de Ramleh, de Beersheba, d'Acre parmi beaucoup d'autres ».

« En dernière analyse, les faits se présentent ainsi : voilà un peuple qui a vécu dans son pays depuis treize cents ans. Nous sommes arrivés et nous avons fait des Arabes de lamentables réfugiés. Et nous osons encore les dénigrer et les calomnier et galvauder leur nom. Au lieu de nous repentir de ce que nous avons fait et d'essayer en aidant ces malheureux réfugiés de réparer le mal que nous avons commis, nous justifions nos terribles actions et nous tentons même de les glorifier.» (31)

Après nous avoir attendris sur Israël [112] « seul contre tous », « encerclé » par cinquante., cent, deux cents millions d'Arabes (et pourquoi pas, par les cinq cents millions de musulmans que compte le monde) on nous fit frémir à l'imagination du sort qui l'attendait.

Les philosionistes n'eurent pas à chercher bien loin matière à indigner l'Occident. Ils montèrent en épingle des caricatures, des chansons, des déclarations arabes d'une grande violence, promettant toutes, avec force détails, à l'envahisseur sioniste, la mort ou la mer : « Sur Tel-Aviv s'abattent les bombes qui détruisent et qui suggèrent : sioniste, tu ne tiendras pas deux heures. Égorge, égorge, égorge tous les sionistes et tu vaincras. Égorge (ter) et sois sans pitié. Égorge (ter) et jette leur tête dans le désert. Égorge (ter) tout ce que tu voudras ».

Depuis vingt ans que la *Voix des Arabes* promet ce sort aux sionistes, les Israéliens ne devraient plus s'émouvoir. Cela ne les a pas empêchés de prospérer. D'autant que depuis lors, d'attaques préventives en actions de représailles israéliennes, les bombes [113] jamais ne sont tombées sur Tel-Aviv mais toujours sur les villes égyptiennes à Ismaïlia, Port-Saïd, Suez, sur les villages ou les camps de réfugiés de Jordanie et de Syrie...

Et, malgré les attentats des résistants palestiniens et les bombardements par l'artillerie arabe, de temps à autre, d'un kibboutz frontalier, il n'y a sans doute pas un mort civil israélien pour 100 civils arabes tués.

Sans doute les Israéliens trouvent-ils que c'est encore payer trop cher la mort de tant d'Arabes.

Depuis 20 ans, les Israéliens multiplient les raisons qu'ont les Arabes de les haïr et il faudrait encore s'étonner, s'indigner même qu'ils récoltent ce qu'ils ont semé. Car la moisson la plus riche que ce peuple de soldats-laboureurs a su faire jaillir jusque dans le désert, c'est la haine. Les cadavres arabes, comme engrais, ne lui ont jamais manqué.

Que reste-il à faire aux Arabes de Palestine, spoliés, humiliés, pourchassés et impuissants, sinon à se griser de mots, à prendre leurs désirs pour des réalités, à rêver éveillés, à [114] haïr. Après leur avoir tout pris, veut-on aussi leur arracher le droit à la haine, qui est chez eux la forme de l'espoir?

Qu'on se rappelle, au lieu de s'indigner devant les caricatures ou les violences verbales arabes, que plusieurs générations de Français après la perte

³¹ *Jewish Newsletter*, 9 février 1959.

de l'Alsace-Lorraine ont été élevés dans « la haine du Boche ». La haine a disparu avec l'injustice et le retour des provinces perdues. Qu'on rende aux Palestiniens la patrie qu'on leur a arrachée, leurs terres, leurs maisons, leurs biens, la haine des Arabes disparaîtra également.

Et il faut se rappeler que ces violences verbales, aussi traditionnelles que les épithètes homériques, n'ont pas au Moyen-Orient, innocent de Dachau et d'Auschwitz, la même résonance qu'en Occident.

Enfin il ne faudrait pas que ces excès verbaux jusqu'à présent si peu suivis d'effets fassent oublier les menaces proférées au mois de mai précédent le conflit par le président du Conseil israélien, Levi Eshkol, et le général Rabin à l'égard du gouvernement [115] de Damas. Le chef de l'État-Major israélien, par exemple, déclare à l'organe officiel de l'armée israélienne : « Les Syriens sont les pères spirituels du groupe al-Fatah, qui rassemble les terroristes arabes palestiniens. Les combats qu'Israël doit livrer à la Syrie, en représailles des raids de sabotage qu'il subit, visent donc le régime de la Syrie... La Syrie soutient et organise les raids menés par al-Fatah. En conséquence, notre objectif est de modifier la décision du gouvernement syrien et de supprimer la cause des raids. » Comme si la cause des raids était à Damas et non à Tel-Aviv ! Pendant la guerre d'Algérie, les partisans de l'Algérie française, eux aussi, menaçaient d'aller frapper les pays arabes qui soutenaient et hébergeaient les soldats du F.L.N. A défaut d'avoir pu frapper au cœur, au Caire, ils frappèrent Sakhiet.

Le 2 janvier 1967, dans un interview, le général Rabin, qui jouit curieusement en Occident d'une réputation de modéré, prônait la politique de représailles et menaçait de nouveau : « Si la situation l'exigeait, aujourd'hui [116] comme le 13 novembre, je conseillerais au gouvernement une action de représailles contre le village jordanien de Al Samoah. ⁽³²⁾ Israël a beau avoir été condamné au Conseil de Sécurité, le fait est que les raids de commandos à partir de la Jordanie ont cessé. »

Et le 13 mai, un mois à peine avant la guerre des six jours, un responsable israélien indiquait que les représailles pourraient aller jusqu'à « l'invasion et la conquête de Damas » tandis que le journal *Haaretz* annonçait ; « Un choc frontalier avec la Syrie deviendra inévitable si les Syriens ne cessent pas d'encourager les raids de terroristes en territoire israélien. »

Les Arabes, depuis 1948, et plus encore depuis 1956, sont bien placés pour savoir qu'il faut prendre au sérieux les menaces israéliennes. Les Israéliens parlent peu et agissent beaucoup. Ils font même ce qu'ils ne disent pas, alors que les Arabes eux ne font pas ce qu'ils annoncent à grand fracas.

Car les mots ne doivent pas cacher les faits. Les Israéliens citent des [117] discours, montrent des ordres de destruction arabes. Les Arabes, eux, ont mieux à montrer que des ordres de mission : des destructions, des ruines. Sans revenir aux raids de représailles effectués depuis 1948 par les troupes régulières israéliennes et condamnés par l'O.N.U., en Jordanie, en Syrie ou en territoire égyptien, ils peuvent montrer depuis le cessez-le-feu, Kalkyilia, rasée par les bulldozers, Kuneitra, « la ville fantôme », le camp de réfugiés de Karamé bombardé à plusieurs reprises, les maisons civiles de Port-Saïd éventrées. Ils n'ont que l'embarras du choix.

Comme, en même temps que les Israéliens menaçaient Damas, les Russes informaient Syriens et Égyptiens des concentrations de troupes israéliennes, à la frontière syrienne, on peut comprendre qu'Égyptiens et Syriens n'aient pas

³² cf. p. 72.

pris la menace de Rabin et de Levi Eshkol à la légère et qu'ils aient pris des précautions. L'engrenage de la guerre était déclenché.

Les incantations belliqueuses de la *Voix des Arabes* ou des leaders palestiniens ne doivent pas non plus, [118] faire oublier les innombrables ingérences d'Israël dans les affaires intérieures arabes. Toujours sous prétexte de sécurité naturellement. Comme jadis les antisémites avaient leurs bons juifs, le gouvernement israélien en effet a ses bons Arabes. Les bons Arabes pour Israël ce sont ceux qui sont faibles et sont condamnés à le rester, quel que soit leur courage, le petit roi Hussein [de Jordanie], par exemple. Mme Golda Meir annonça en 1957 qu'Israël ne resterait pas sans réaction au cas où le régime jordanien serait renversé. Metternich en jupon, le ministre des Affaires étrangères israélien se portait au secours du trône hachémite menacé par les révolutionnaires arabes. Levi Eshkol, dix ans après, renouvela l'avertissement. La raison de cette politique est simple. Il faut que les Arabes restent faibles et divisés. Toute alliance, tout effort de cohésion, tout progrès des Arabes sont en effet considérés comme une menace pour l'existence d'Israël.

On a pu lire, après la guerre des six jours, dans le journal gouvernemental *Lamershav* en septembre, [119] à la suite de [la] conférence de Khartoum, « que le renforcement des modérés créait un danger nouveau et plus grave pour Israël que celui que représentait la tendance extrémiste ! » Belliqueux ou modérés, forts ou vaincus les Arabes sont en somme toujours dangereux et coupables - coupables d'exister - et les Israéliens même vainqueurs, se sentent toujours menacés. Ils doivent souffrir d'une dangereuse psychose née de la mauvaise conscience et de la peur. A moins que, toujours à la recherche de prétextes pour justifier leur politique expansionniste, ils n'aient besoin de se sentir menacés et de faire croire qu'ils le sont autrement qu'en paroles.

Mais l'opération de propagande la mieux réussie, la plus délicate et la plus audacieuse, ce fut de convaincre l'opinion publique internationale, au moment même où les escadrilles israéliennes prenaient l'air pour détruire au sol l'armée de l'air égyptienne, qu'Israël était attaqué par l'Égypte ! Sans doute l'opération n'aurait-elle pas réussi si l'opinion publique [120] occidentale n'avait été si savamment travaillée par une information tout acquise aux sionistes, quand elle n'est pas directement ou indirectement entre leurs mains.

Le samedi qui précéda le déclenchement des hostilités le général Dayan, depuis quelques jours ministre de la Défense du nouveau cabinet d'Union nationale, aussitôt baptisé « Cabinet de guerre », déclara benoîtement que l'heure était à la diplomatie. Le fait est que le vice-président égyptien Zakharia Mohieddine s'apprêtait à s'envoler pour New York où il devait rencontrer le président Johnson. « On ne peut qu'attendre », déclara-t-il froidement, « et sur ce point j'approuve entièrement le président Levi Eshkol. Vous savez qu'il y a des pays qui sont restés mobilisés comme cela pendant des années. » Dayan n'allait pas attendre longtemps.

Le lundi suivant, à l'aube, une dépêche de l'A.F.P. annonçait en effet « l'Égypte attaque Israël ». Peu à peu les nouvelles affluaient dont quelques-unes étaient surprenantes.

On apprenait que la plupart des avions [121] égyptiens avaient été détruits au sol, qu'un pilote israélien, capturé par les Égyptiens et dont les déclarations enregistrées avaient aussitôt été retransmises au Conseil de Sécurité, avait reçu l'ordre de s'envoler à 6 h 30 pour bombarder un aérodrome du Sinaï. On nous

expliqua alors que les Israéliens, ayant vu sur leurs écrans radars des masses d'avions et de blindés en marche vers Israël, avaient pris les devants. Le fait est qu'on avait rarement vu les avions de « l'agressé » clouer au sol les avions de l'agresseur ! Si efficaces et cyniques qu'aient été les Japonais - ces Israéliens de l'Asie - ils n'eurent jamais l'impudente idée d'accuser à Pearl Harbor les Américains d'agression !

Vite il apparut à l'évidence qu'Israël avait déclenché les hostilités. Dès le 9 juin, Ph. Decraene écrivait dans *Le Monde* : « Sachant que l'État d'Israël était vulnérable aux attaques aériennes, l'armée de l'air est allée au-devant de la menace. Attaquant vingt-cinq terrains d'aviation et détruisant plus de quatre cents appareils ennemis, elle a écarté tout danger [122] sérieux dans ce domaine. » Et Yves Cuau, qui était en Israël depuis le 17 mai, écrivait le 15 juin : « Ce n'est plus un secret d'État maintenant de révéler que les gros titres des éditions spéciales des journaux du 5 juin avaient été composés dans la nuit: « L'Égypte attaque Israël ».

C'est à croire que la première édition de *France-Soir*, le journal de Pierre Lazareff, avait, elle aussi, été tirée à Tel-Aviv : elle parut avec la même manchette !

A son retour à Paris, le même Yves Cuau raconta ce que « la censure locale ne lui avait pas permis d'exposer ». Entre autres, comment à la veille de l'agression, les dirigeants israéliens avaient donné le change.

« Des permissions très brèves, mais c'est la détente. Nous observons tous le même phénomène et la censure nous autorise à glisser cette information sous une forme voilée dans nos câbles. Le lendemain matin, dans le monde entier, on saura qu'Israël a passé un week-end calme. » (D'où les déclarations du général Dayan citées page 120.)

[123]

« La nuit tombe sur Tel-Aviv, les dépêches du Caire annoncent pour le lendemain matin le départ de Zakharie Mohieddine, le vice-président de la R.A.U. [République arabe unie, union de l'Égypte et de la Syrie] pour les États-Unis. Au même moment, dans toutes les villes d'Israël, des voitures filent silencieusement dans les rues. Les parachutistes sont ramassés en priorité, puis tous les réservistes disponibles. Les commandants d'escadrille reçoivent de lourdes enveloppes cachetées. Israël attaque à l'aube, après un formidable coup de bluff.

« A 6 h 30 du matin, tout ce qui peut voler décolle en direction de l'Égypte, de la Jordanie et de la Syrie. Même les petits « Fouga Magister » sont armés de roquettes et de mitrailleuses. Pour échapper à la surveillance des radars ennemis, les gros « Nord-Atlas » volent à 25 mètres au-dessus du sol.

« La surprise est totale chez l'adversaire. Il n'y a pas un avion en l'air, les servants des fusées « Sam II » somnolent encore ».

Eric Rouleau a raconté ce qui se passait au même moment, à l'aube [124] du 5 juin, chez « l'agresseur » égyptien, tandis que les pilotes israéliens prenaient l'air. Le commandant en chef de l'armée de l'air égyptienne, le général Sedki Mahmoud, faisait la fête avec plusieurs dizaines d'officiers d'aviation après avoir passé la nuit à applaudir la belle Zoheir Zaki, la meilleure danseuse du ventre égyptienne, au club des officiers d'Inhass. Et pour ce même lundi il avait accordé une permission de 24 heures à 30% environ de ses pilotes. Le commandant de l'armée de terre le général Mortaguy, lui, achevait un week-end prolongé en compagnie de son épouse à Ismaïlia. Singulière manière de préparer une agression...

Après avoir déclenché les hostilités à son heure, Israël ne les arrêta que lorsqu'il eut atteint ses objectifs malgré les différentes invitations du Conseil de Sécurité à cesser le feu. Au point qu'Yves Cuau qui fut, avec Eric Rouleau l'un des témoins les plus honnêtes et les plus lucides de la guerre des six jours, écœuré, écrivit :

« J'ai quitté Tel-Aviv quelques heures après que le canon eut cessé [125] de tonner en Syrie. Ce dernier épisode au nord n'est pas à la gloire d'Israël. Victorieux en Égypte et en Jordanie, le général Rabin a voulu à tout prix infliger une dernière correction au régime de Damas. Il l'a fait contre l'avis de la plupart des membres du gouvernement. Il y a eu beaucoup de morts sur le front nord. Plus que dans le Sinaï. Les Israéliens ont payé cher l'assaut des positions fortifiées syriennes.

« Triomphant sur tous les fronts, l'armée israélienne pouvait peut-être se dispenser d'infliger cette ultime humiliation à la nation arabe frappée de stupeur. On nous a un peu menti à Tel-Aviv au cours des trois derniers jours. L'assaut était déjà donné contre les crêtes à l'heure où les communiqués officiels parlaient de provocation contre les kibboutzim frontaliers, le général Ithzrak Rabin, qui porte une part indiscutable des responsabilités dans le déclenchement de la crise, à la suite de ses menaces proférées le mois dernier contre le régime de Damas, n'a pas su résister à la tentation. Il y a eu trop de morts inutiles dans les [126] derniers jours de cette guerre. Il est dangereux d'avoir entre les mains un trop bel outil et d'être un trop grand capitaine ! »

« On nous a un peu menti à Tel-Aviv » ! Et à Paris, donc !

Dans son *David et Goliath*, Ernst Trostl rapporte une histoire israélienne qui est un aveu et qui résume assez bien la situation : « Un Américain, un Anglais, un Français et un Israélien figurent au menu d'un banquet de cannibales. Avant de les accommoder, le chef des cannibales accorde à chacun des condamnés une dernière faveur. L'Américain réclame des « hot dogs », l'Anglais un verre de whisky, le Français une jeune fille. L'Israélien dit : « Je voudrais qu'on m'administre un grand coup de pied au derrière. » Un peu étonné, le chef fait venir un de ses guerriers les plus vigoureux, qui accède de grand cœur au désir de l'Israélien. L'Israélien atterrit un peu plus loin, tire de sa poche deux pistolets et ouvre le feu sur le chef des cannibales et ses [127] acolytes. Les autres, pris de panique, se sauvent. L'Américain, l'Anglais, le Français lui sautent au cou et lui demandent pourquoi il n'a pas plus tôt fait usage de ses armes. L'Israélien répond avec un sourire : « Nous autres Israéliens, ne combattons jamais sauf quand nous sommes attaqués » !

Un jour le coup de pied risque d'être plus fort que prévu et de fausser les calculs...

Bien vite les Israéliens ne prirent plus la peine de dissimuler qu'ils avaient attaqué les premiers. C'est que leur propagande avait réussi une nouvelle manœuvre.

En se livrant à un véritable *picpoul* sur la notion d'agression on avait en effet fini par persuader l'opinion, qui n'en était plus à une mauvaise raison près, que l'agresseur n'est pas celui qui attaque mais celui qui le contraint à attaquer. Définition dont l'extensibilité est d'une grande commodité. Dans le cas présent, c'était Nasser « l'agresseur ». En fermant le détroit de Tiran et en interdisant aux navires israéliens le golfe d'Akaba « vital pour Israël », il avait obligé Tel-Aviv à [128] réagir contre la menace d'asphyxie économique.

Argument fallacieux qui ne pouvait convaincre que ceux qui ont la mémoire courte, c'est-à-dire, on le sait depuis 1940, la grande majorité des Français.

Le territoire sur lequel Israël a construit le port d'Eilat a été indûment occupé par ses forces en violation des accords d'armistice avec l'Égypte, en 1949, et conservé malgré la volonté du Conseil de Sécurité. C'est une manière de « port-pirate ». Quant à sa prétendue importance, elle est si « grande » que 5% seulement du commerce israélien s'effectuent par Eilat, et qu'Israël a vécu et prospéré, malgré le blocus du golfe d'Akaba jusqu'en 1956. Car le golfe d'Akaba était alors fermé aux navires israéliens et ce n'est que l'agression de 1956 qui le leur ouvrit. Nasser en rétablissant le blocus n'avait fait en somme que rétablir la situation de fait et de droit prévalant avant le coup de force de 1956.

Mais Israël n'en est pas à un prétexte impudent près. Ses dirigeants savent que ce qui importe avant tout, [129] c'est la force. Ben Gourion, qui gouverne encore par Dayan interposé, jeune immigrant en Palestine au début du siècle déclarait déjà : « Le monde d'aujourd'hui ne respecte que la force. » Et en 1954 il affirmait encore : « Le problème sera tranché par la force des armes et non par des solutions officielles. » ⁽³³⁾ Il le pense toujours et c'est de fait la politique d'Israël.

Cela rend plus savoureux le plaidoyer lyrique que Ben Gourion envoya au général de Gaulle, dans lequel il osa affirmer, avec une belle sérénité, que la « paix aurait régné au Moyen-Orient si les Arabes avaient respecté les résolutions de l'O.N.U. ».

De la part du chef du gouvernement d'un pays qui a été si souvent condamné par l'O.N.U. depuis 1949, cela montre une certaine désinvolture à l'égard de l'Histoire comme à l'égard de son illustre correspondant. Cela n'empêcha pas un commentateur politique français, particulièrement impressionnable, brave homme au demeurant, de voir dans le plaidoyer du monstre sacré israélien « un monument impressionnant de rigueur et de modération ».

Impressionnant surtout de longueur ! Sans doute fallait-il un plaidoyer particulièrement long pour justifier la politique d'Israël, mais il ne l'était pas encore assez pour y parvenir. La réponse du général de Gaulle, aussi brève que la lettre de Ben Gourion était longue, montrait en tout cas que ce n'était pas à lui qu'il fallait en conter...

Dans sa lettre « le prophète armé » ne parvenait pas à dissimuler tout à fait le bout de son oreille impérialiste. La nature est parfois plus forte que la ruse.

Rapportant une discussion qui eut lieu au sein de l'Agence juive, Ben Gourion affirmait à de Gaulle qu'en 1948, à la veille de la proclamation de l'État d'Israël, « la question s'est posée de savoir s'il fallait y mentionner les frontières de l'État. Deux avocats du gouvernement provisoire prétendaient que la loi oblige de marquer les frontières. Je m'y opposai, car il n'y avait pas, à mon avis, une loi pareille. [131] Ainsi, l'Amérique, par exemple, ne mentionne aucune frontière dans sa déclaration d'indépendance. »

La référence à l'Amérique, prise comme modèle, est déjà en soi intéressante mais elle est plus significative encore quand on connaît le récit détaillé des mêmes faits qu'a donné Ben Gourion lui-même dans *Haaretz* du 20

³³ Ben Gourion. *Rebirth and Destiny of Israël*, Philosophical Library, 1954, p. 232.

octobre 1967, qui éclaire singulièrement la politique d'Israël depuis sa fondation.

« Ben Gourion, qui était alors candidat à la présidence du Conseil et au ministère de la Guerre, s'opposa à toute délimitation des frontières. Réfutant l'opinion des juristes, il souligna que lorsque l'Amérique proclama son indépendance en 1776 elle évita de définir ses frontières. Depuis, ces frontières se sont étendues jusqu'à inclure, au lieu de 3 États comme lors de la proclamation d'indépendance, 50 États allant de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique et même à l'intérieur de ce dernier. C'est ainsi que, par 5 voix contre 4, il fut décidé de ne pas définir les frontières de l'État d'Israël. Et, effectivement, lors de la guerre [132] d'indépendance qui dura du 18 mai au 7 janvier 1949, les frontières d'Israël furent étendues, grâce aux victoires de l'armée israélienne. C'est ainsi que dans les nouvelles frontières de l'État furent incluses : la nouvelle Jérusalem tout entière, Lydda et Ramleh, Jaffa et Beer-Sheva, toute la Galilée orientale et une grande partie du triangle au centre du pays qui, selon la décision de l'Assemblée de l'O.N.U. du 29 novembre 1947, n'étaient pas inclus dans les frontières de l'État juif proposé » !

On ne saurait mieux avouer ses visées expansionnistes. De fait, les Arabes ne sont pas seulement les Juifs des Israéliens, ils sont aussi leurs Indiens. Leurs « Réserves » sont les camps de réfugiés.

Il n'y a plus de doute possible aujourd'hui : Israël, par pensée, par action et par omission, a été en juin 1967, une fois de plus, l'agresseur, quelque distorsion qu'on fasse subir aux mots et aux faits. Les menaces arabes, si compréhensibles et si maladroites, n'y changent rien. Car si le [133] peuple israélien, souffrant d'une psychose d'encerclement, a pu craindre d'être attaqué et exterminé, les dirigeants politiques et les chefs militaires israéliens, eux, ne pouvaient ignorer l'état réel des forces en présence. C'est même parce qu'ils le connaissaient avec exactitude qu'ils en ont profité pour attaquer et atteindre tous les objectifs qu'ils s'étaient fixés. On nous a suffisamment vanté la merveilleuse efficacité du « Chin Beth » - le service secret israélien - qui connaissait jusqu'aux prénoms des femmes et des enfants des pilotes égyptiens, pour n'en pas douter.

De passage à Paris, en février dernier, en partance pour son ambassade de Washington, le général Rabin d'ailleurs l'a avoué sans fard à Eric Rouleau ⁽³⁴⁾ : « Avant le 5 juin, nous avons mesuré l'incapacité de nos adversaires, mais j'avoue que je ne m'attendais pas à des résultats décisifs en un laps de temps aussi court et à une victoire à si bon prix... Malgré l'armement perfectionné dont ils disposaient, [134] malgré l'entraînement qu'ils avaient reçu pour la plupart en Union soviétique, les officiers n'étaient pas à la hauteur de leur tâche. » Et multipliant les aveux, sans crainte de ridiculiser nos philosionistes parisiens qui s'étaient donné tant de mal pour nous persuader du contraire, il confessa : « Je ne pense pas que Nasser voulait la guerre. Les deux divisions qu'il envoya dans le Sinai, le 14 mai, n'auraient pas suffi pour déclencher une offensive contre Israël. Il le savait, et nous le savions ». Le général diplomate reconnaissait aussi que la fermeture du golfe d'Akaba, en fait, n'avait été qu'un prétexte : « Elle était en soi, je le répète, pour nous un *casus belli*. Cependant fondamentalement, la guerre a été provoquée par un ensemble de facteurs d'ordre local et international ». Là, malheureusement, le général Rabin tout d'un coup se fait

³⁴ *Le Monde*, 29-2-1968.

très discret, évoquant seulement l'Union soviétique « venue exacerber les passions et la haine régnant dans la région » qui n'avaient vraiment pas besoin d'elle pour être exacerbées...

Après avoir constaté : « Notre [135] logique ne correspond pas à celle des Arabes », il achevait ses aveux, avec une logique tout israélienne, par : « Il faudra que les Arabes comprennent qu'on ne provoque pas des guerres impunément. Celle-ci comme les précédentes, devra leur coûter quelque chose... » Dans le même numéro du *Monde*, en dessous de l'interview, une information venait à point préciser la pensée du général vainqueur : « Les postes douaniers entre Israël et la Jordanie seront supprimés... les observateurs soulignent que cette mesure constitue une importante contribution en vue de l'intégration économique de la Cisjordanie à Israël ».

Il est douteux que les Arabes, mauvais payeurs, soient prêts d'admettre comme le veut le général Rabin que la guerre des six jours « comme les précédentes » doive leur coûter encore quelque chose. Ils trouvent sans doute qu'elle leur a déjà coûté assez cher...

Ce qui est sûr c'est qu'on a rarement vu un pays agressé, comme Israël prétend l'avoir été, tirer plus vite un meilleur parti de l'agression dont il a été la victime. Jamais « agression » [136] n'aura été si bénéfique et plus enrichissante. La guerre des six jours a coûté 600 millions de dollars à Israël. Les collectes organisées à l'étranger lui ont rapporté 1 milliard de dollars. L'économie du pays, essoufflée à la veille de la guerre, a reçu un coup de fouet. La Banque d'État israélienne l'a confirmé dans un communiqué ⁽³⁵⁾ : « Le déficit de la balance des paiements qui était de 217 millions de dollars à la fin de 1966, a été ramené à 118 millions de dollars et les réserves en devises étrangères accusent une augmentation de 80 millions de dollars par rapport à 1966, en atteignant un total de 700 millions de dollars à la fin de 1967. »

La Banque a souligné qu'un tel accroissement provenait en partie des importants achats à l'étranger de bons du Trésor israéliens.

Et Israël a pu réduire à la suite de ses conquêtes ses importations de pétrole d'un tiers environ, épargnant 5 millions de dollars depuis juin, grâce à l'exploitation du pétrole du Sinaï égyptien! [137]

Is fecit cui prodest.

« Bravo petit », comme dirait encore Jean Cau !

L'argent n'a pas d'odeur, le pétrole lui en a. Celui du Sinaï, si vite et si bien exploité par l'occupant israélien, a l'odeur des chairs brûlées des soldats égyptiens transformés en torche vivante par le napalm, alors même qu'ils étaient en déroute, la puanteur des cadavres des malheureux morts de soif dans le désert (« Dans le Sinaï, la puanteur est indescriptible. Hier encore, il avait été impossible d'enterrer tous les morts égyptiens, pauvres bougres aux uniformes rapiécés, aux bonnes têtes cuivrées. Certaines unités israéliennes n'ont pas fait de prisonniers. ») ⁽³⁶⁾

Et l'attaque israélienne du 5 juin malgré les bons prétextes forgés sentait très fort le pétrole. Le 2 juin, un hebdomadaire *sioniste* *L'Observateur du Moyen-Orient* vendait la mèche. Ce fameux golfe d'Akaba, ce n'était pas à cause d'Eilath, comme on voulait nous le faire croire, qu'il était [138] indispensable à Israël mais parce qu'il permettait de créer « une route qui puisse faire concurrence au canal de Suez et qui en brise le monopole ». « A titre

³⁵ Cité par *Le Monde*.

³⁶ Yves Cuau, *Le Figaro*.

d'alternative au canal de Suez, le pont que forme Israël permet le transbordement de produits venant de l'Extrême-Orient, de l'Iran et de l'Afrique orientale vers les marchés européens et vice versa. Ce qui permet aux spécialistes d'afficher qu'il est vital à un grand nombre de nations d'Europe, d'Afrique et d'Asie d'empêcher l'autorité qui contrôle le canal de Suez de contrôler aussi Cherm el-Cheik ».

Et le correspondant du *Monde* à Beyrouth ne cachait pas qu'il n'y avait aucun doute « sur l'intention des Anglo-Américains de récupérer leur acquis dans la région, surtout le pétrole, à partir d'une position de force que seul Israël peut encore leur assurer ».

La guerre à peine terminée, les faits confirmaient les hypothèses des observateurs. En août une conférence de milliardaires juifs sionistes se réunissait à Jérusalem dans le dessein [139] notamment d'étudier la création d'un oléoduc Eilath-Eshkelon.

Après l'agression militaire, l'agression économique. Il ne suffit pas à Israël d'attaquer, de spolier, de vaincre, d'humilier, d'occuper ses voisins. Il lui faut encore les appauvrir puisqu'ils refusent d'accepter la main qu'Israël leur tend après les avoir assommés. L'oléoduc en question permettra le transfert de la Mer Rouge en Méditerranée de 50 millions de tonnes de pétrole soit un tiers de la capacité du canal de Suez qui est une des principales sources de revenus de l'Égypte. Le but avoué du projet est de donner à l'Occident une solution de rechange au Canal de Suez. Israël, son représentant au Moyen-Orient, lui doit bien cela en remerciement de sa complicité morale et matérielle. En 1975, plus un pétrolier ne passera par Suez. Quelle revanche sur la nationalisation du Canal par Nasser !

L'agression de 1956 était destinée à punir le colonel d'avoir osé nationaliser le canal. L'agression de 1967 aura permis de le rendre bientôt inutile.

La réplique israélienne à l'envoi [140] par le fond du contre-torpilleur *Eilath* par les Égyptiens montre clairement aussi la volonté d'Israël, après avoir abattu l'Égypte militairement, de l'abattre économiquement. Au lieu de riposter par la destruction d'un objectif purement militaire, Israël choisit d'attaquer une des œuvres vives de l'économie égyptienne, sans se soucier, une fois de plus, des victimes civiles, en détruisant les raffineries de Suez, et en réduisant de 80% la capacité de raffinage de l'Égypte, contrainte désormais de faire raffiner son pétrole à Aden...

Cette guerre totale que les Israéliens mènent aux Arabes ne les empêche pas de parler de paix, entre deux « leçons » - c'est le nom donné dans la presse sioniste aux raids punitifs et aux représailles collectives israéliennes - données à coups de canon.

Qu'importe la haine des Arabes. Les Israéliens, ces parvenus de la force, en ont découvert la vertu. Leur État, le plus riche, le plus puissant, et de beaucoup le plus avancé du Moyen-Orient, a reçu la caution de l'État de beaucoup le plus riche, le plus puissant, [141] et le plus avancé du monde, les U.S.A. Les Arabes n'ont qu'à bien se tenir et s'ils veulent survivre, à se résigner... La haine, les Juifs en ont l'habitude. Il en a fallu beaucoup aux Juifs de la Diaspora, avec un peu de religion, pour résister à travers tant de siècles et de pays, aux tentations de l'assimilation. L'habitude est une seconde nature. Les Israéliens en cela sont encore des Juifs mais ils ont tiré la leçon de l'Histoire : au lieu d'être les victimes innocentes de la haine des autres, cette fois ils la provoquent. Pour eux c'est un progrès.

Où les Israéliens s'arrêteront-ils? Où les poussera ce que le général de Gaulle appelle, par une aimable litote, «leur manque de modération»?

Leur programme d'expansion n'est pas achevé. Les prétextes, ils les trouveront toujours. Il y aura assurément toujours la grenade, la bombe ou l'attentat d'un résistant pour les leur donner. Le gouvernement israélien a d'ailleurs décidé en février dernier que désormais tout raid de commandos palestiniens serait considéré comme une rupture du cessez-le-feu. [142] Voilà la porte grande ouverte à de nouvelles conquêtes... Les Israéliens ont une longue expérience de la préméditation, une grande science de la dissimulation et de l'intoxication : l'avenir leur appartient. Mais les Arabes, à la différence des démocraties qui n'avaient pas su faire leur profit de *Mein Kampf*, connaissent les textes fondamentaux du sionisme et les appétits qu'ils révèlent.

Les *Mémoires* de Herzl, sous le portrait de qui l'État d'Israël a été proclamé, définissent les limites géographiques du futur État : « Le slogan que nous devons lancer doit être : la Palestine de David et de Salomon... Superficie, du fleuve d'Égypte à l'Euphrate ... »⁽³⁷⁾

Les frontières préconisées par les sionistes, il est vrai, ont varié selon les circonstances et les interlocuteurs. Ce qui ne varie pas dans les différents projets élaborés par la revue *Palestine*, organe du comité sioniste britannique auquel collaborèrent d'ailleurs Ben Gourion et Isaac Ben Tsvi, [143] les futurs président du Conseil et chef de l'État d'Israël, c'est que leurs auteurs disposent des territoires selon leurs besoins futurs et toujours comme s'il s'agissait de terres inhabitées, n'appartenant à personne en vertu du slogan « un pays sans peuple, à un peuple sans pays ». Or, si incontestablement le « peuple juif » était un peuple sans pays, on ne pouvait pas dire que la Palestine était un pays sans peuple...

Le 15 février 1917, la revue *Palestine* définit les frontières rêvées. « Le territoire doit obligatoirement comprendre la terre héritée des douze tribus d'Israël mentionnées dans l'Ancien Testament. A cette terre, doivent s'ajouter les terres indispensables à la sauvegarde de l'unité et de l'intégrité du pays. » L'article soulignait : « la nécessité de contrôler une partie de la voie ferrée du Hedjaz, la ville de Damas, le mont al-Shaykh et la côte orientale du golfe d'Akaba. De plus, il formulait certaines réserves sur l'appartenance de la presqu'île du Sinaï à l'Égypte. »

Un texte plus actuel que jamais, [144] aujourd'hui où les Israéliens campent au bord du Canal de Suez, rappelle volontiers qu'ils ne sont qu'à 50 km de Damas et exploitent sans vergogne le pétrole du Sinaï comme s'il était leur !

C'est que les panzers de Dayan des rêves du passé ont fait des réalités d'aujourd'hui, sur cette terre que les sionistes se sont promise à eux-mêmes. Les Arabes depuis 20 ans apprennent à leurs dépens qu'il faut prendre au pied de la lettre des textes comme la préface écrite par Ben Gourion pour l'annuaire officiel de 1950-1951 du gouvernement israélien: « Nous n'avons pas hérité d'un pays vaste, mais, après soixante-dix ans d'efforts, nous avons pu exercer les premières prérogatives de notre indépendance sur une partie de notre petit pays. » Dans la préface au même annuaire, en 1952, il insistait : « Tout État est formé d'une terre et d'un peuple. Israël ne fait pas exception à cette règle. Toutefois, l'État d'Israël n'est conforme ni à son territoire, ni à son peuple. Quand l'État fut créé, il ne groupait que 6% de toute la [145] population juive. En outre, nous devons préciser que cet État ne s'est édifié que sur une partie du

³⁷ *Mémoires*, 1^{ère} partie, p. 432 et 711.

territoire d'Israël. » Et, en 1955 encore, il précisait de nouveau: « La création du nouvel État ne diminue en aucun cas les frontières historiques de la terre d'Israël. »

Ces textes sont en somme des préfaces aux invasions de 1956 et de 1967. Ils montrent clairement que, sans aucun jeu de mots, expansionnisme et annexionisme sont des dérivés du sionisme.

Cela ne devrait surprendre personne. Impérialiste, le sionisme l'est depuis l'origine, ce qui est bien normal puisqu'il est né à la fin du siècle dernier, en plein essor du colonialisme. Les hésitations de ses chefs pour établir « le foyer national du peuple juif », comme on disait alors pour n'effaroucher personne, entre le Congo et le Mozambique, l'Ouganda, l'Argentine, quelque *pachalik* ottoman et la Palestine montrent à elles seules que le sionisme s'insérait tout naturellement dans le courant colonial de l'époque au beau temps où [146] tout était possible aux grandes puissances occidentales en Asie et en Afrique.

En ce temps-là, à beaucoup de juifs et en particulier à Léon Pinsker, autre père du sionisme, la volonté des juifs fuyant les pogromes russes et polonais d'avoir une patrie « à eux » l paraissait juste et souhaitable, mais la localisation en Palestine paraissait un rêve irréalisable : « Nous ne pouvons rêver de restaurer l'antique Judée, nous ne pourrions plus renouer là où, jadis, notre vie politique fut brutalement interrompue et détruite... Le but de nos efforts ne doit pas être la Terre Sainte, mais notre Terre à nous. Il ne nous faut rien d'autre qu'un grand territoire pour nos frères infortunés, un territoire qui reste notre propriété et dont nul maître étranger ne puisse nous chasser... Il se pourrait même que la Terre Sainte redevînt notre pays. Ce serait tant mieux, mais il importe avant toute chose d'établir quel pays nous est tout bonnement accessible...

Herzl lui-même au tout début s'interroge : « Faut-il préférer la [147] Palestine ou l'Argentine ? La Société (la « Société des Juifs », dont Herzl propose la constitution, pour représenter l'ensemble des Juifs partisans d'un État juif) prendra ce qu'on lui donne, tout en tenant compte des manifestations de l'opinion publique à son égard. Elle constatera l'un et l'autre. L'Argentine est un des pays naturellement les plus riches de la terre, d'une superficie colossale, avec une faible population et un climat tempéré. La république Argentine aurait le plus grand intérêt à nous céder un morceau de son territoire... La Palestine est notre inoubliable patrie historique. Ce nom seul serait un cri de ralliement puissamment empoignant pour notre peuple. »

Les Argentins l'ont échappé belle ! Les sionistes n'en sont plus à prendre ce qu'on leur donne: maintenant ils prennent même ce que l'on ne leur a pas donné. Ils ont découvert que par la force et par la ruse, avec des dollars et la complicité des grands impérialismes, il n'y a pas de « pays inaccessible ».

Car, pour atteindre leurs buts, les [148] sionistes furent bien obligés de se mettre au service des impérialismes qu'ils dont pas cessé depuis lors de servir fidèlement.

Herzl se fit le commis-voyageur du sionisme et proposa ses services à tous les impérialismes. D'abord au sultan Abdul Hamid dont la Palestine était alors sujette. Herzl savait choisir ses arguments : « Si Sa Majesté le Sultan nous donnait la Palestine, nous pourrions nous faire fort de régler complètement les finances de la Turquie. Pour l'Europe, nous constituerions là-bas un morceau du rempart contre l'Asie, nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie. Nous demeurerions, comme État neutre, en rapports constants avec toute l'Europe qui devrait garantir notre existence. »

Herzl tenta aussi de séduire le Kaiser. Avant même d'avoir achevé la bible du sionisme, *L'État juif*, il écrivit à Bismarck pour lui soumettre ses projets et dès la parution de l'ouvrage chercha à rencontrer Guillaume II. Au près de l'oncle du Kaiser, il plaida la nécessité de « créer un [149] État modèle, un État-tampon entre l'Orient et l'Occident et le point de départ du grand effort civilisateur de l'Occident en Asie. Pour cet État juif, en Palestine, nous avons besoin d'un protecteur. Le protectorat allemand sera plus que tout autre le bienvenu ». Et quand il rencontra Guillaume II, en 1898, en Palestine, il tenta de séduire l'empereur qui voyait l'avenir sur l'eau, en plaidant que l'État juif sera « une tête de pont érigée entre l'Asie et l'Occident, la voie ouverte entre la Méditerranée et le golfe Persique. »

C'est finalement en Angleterre que les sionistes trouvèrent les oreilles les plus attentives à leur projet. En 1914, Chaïm Weizmann, le leader du mouvement sioniste et futur premier chef de l'État d'Israël, vante la marchandise sioniste au rédacteur en chef du *Manchester Guardian*, son ami C.P. Scott, et lui montre l'intérêt pour les deux parties du projet d'État juif : « Nous pouvons dire raisonnablement que si la Palestine tombe dans la sphère d'influence britannique et si la Grande-Bretagne encourage l'établissement des Juifs là-bas en tant [150] que dépendance britannique, nous pourrions avoir d'ici à vingt-cinq ou trente ans un million de Juifs ou davantage; ils développeront le pays, y ramèneront la civilisation et formeront une garde effective pour le canal de Suez » ! (38) Il n'y a vraiment rien de nouveau sous l'étoile de David.

L'impérialisme anglais très vite voit le bon usage du sionisme. En 1907 déjà, le premier ministre britannique, Campbell-Bannerman, inquiet de l'éveil des nationalismes chez les peuples colonisés, réunit une commission d'historiens et de sociologues pour étudier les moyens susceptibles de perpétuer la domination européenne : « Les empires se forment, s'agrandissent et se stabilisent un tant soit peu avant de se désagréger et de disparaître... Avons-nous un moyen d'empêcher cette chute, cet effondrement, nous est-il possible de freiner le destin du colonialisme européen actuellement à son point critique ? En fait, l'Europe est devenue un vieux continent aux ressources et aux intérêts émoussés, alors que le [151] reste du monde, encore en pleine jeunesse, aspire à plus de science, d'organisation et de bonheur. » (39)

A ces questions angoissées la commission répond en montrant la nécessité de lutter « contre l'Union des masses populaires dans la région arabe ou l'établissement de tout lien intellectuel spirituel ou historique entre elles » et recommande de chercher « tous les moyens pratiques pour les diviser autant que possible » et notamment comme moyen d'y parvenir l'édification d'une « barrière » humaine puissante et étrangère à la région pont reliant l'Asie à l'Afrique – de façon à créer dans cette partie du monde, à proximité du canal de Suez, une force amie de l'impérialisme et hostile aux habitants de la région ». C'est une définition extraordinairement actuelle de l'État d'Israël... qu'il faut compléter par cette définition de David Dolfson, successeur de Herzl à la tête du sionisme : « J'ai déployé tous mes efforts pour convaincre Lord Milner que ce qu'il appelait colonialisme [152] n'était rien d'autre que le sionisme. » (40)

David Dolfson aurait moins de mal à se donner aujourd'hui pour convaincre !

³⁸ Chaïm Weizmann, *Naissance d'Israël*, p. 180. Gallimard.

³⁹ Cité par le dossier des *Temps Modernes*, n° 253 bis, p. 225.

⁴⁰ Cité par le dossier des *Temps Modernes*, n° 253 bis, p. 226.

Churchill, encore un jeune lion à l'époque, dresse tout de suite l'oreille : « Si nous avons la chance d'assister de notre vivant à la naissance d'un État juif non seulement en Palestine, mais sur les deux rives du Jourdain, nous verrions se produire un événement absolument conforme aux intérêts réels de l'Empire. » ⁽⁴¹⁾ Churchill est mort avant d'avoir vu l'État juif installé sur les deux rives du Jourdain et même sur une rive du canal de Suez. ⁽⁴²⁾ Trop tard malheureusement pour l'Empire britannique qui n'existe plus.

Israël aujourd'hui s'est mis à son compte grâce à l'aide et au crédit des U.S.A. qui ont pris la relève de l'Angleterre au Moyen-Orient. Mais l'État hébreu n'est pas ingrat. Il ne manque jamais d'épauler ses frères impérialistes en difficulté.

[153]

En 1956, par exemple, les soldats-laboureurs israéliens et les partisans de l'Algérie française s'aperçurent que leurs intérêts coïncidaient, qu'ils avaient un seul et même ennemi, Nasser, et un seul et même but : l'abattre. Les panzers de Dayan foncèrent en avant-garde des parachutistes français et anglais.

A l'O.N.U. également, Israël ne manque pas de soutenir de ses votes, ou de ses abstentions chaque fois qu'ils sont attaqués, ses alliés naturels, l'impérialisme, le colonialisme et le racisme. L'État hébreu sait bien qu'en l'occurrence c'est lui-même qu'il défend.

A la 7^e session par exemple, Israël refuse de voter la résolution sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A la 10^e session Israël vote contre l'inclusion de la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Chaque fois qu'il en est question et notamment à la 15^e session, Israël refuse de voter le projet de résolution recommandant la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec l'Afrique du Sud à cause [154] de sa politique de ségrégation raciale, ce qui est bien naturel de la part d'un État fondé sur des critères ethnico-religieux. Tout récemment encore Israël s'opposait par son vote au départ des Anglais d'Aden. En revanche on cherchera en vain un vote d'Israël condamnant ou simplement faisant des réserves sur la politique des États-Unis au Vietnam.

Il n'y a rien là qui doive surprendre ou choquer. Israël est d'une parfaite cohérence politique. Il est normal qu'un État fondé sur l'injustice et la spoliation soutienne partout dans le monde les politiques qui ont les mêmes fondements. Ce qui ne l'est pas, c'est qu'on exige de ses victimes qu'elles l'admettent et se soumettent.

Il faut dire que l'Amérique ne ménage pas les preuves de sa reconnaissance à Israël. Des témoignages sonnants et trébuchants. Durant les dix premières années d'Israël, les États-Unis lui ont versé 1200 millions de dollars sans parler des 700 millions de dollars provenant des associations de bienfaisance ni des obligations de l'emprunt israélien dont la vente aux [155] États-Unis, effectuée grâce à l'appui du gouvernement, qui en acquit lui-même pour 65 millions de dollars, rapporta à elle seule 276 millions de dollars.

Les Israéliens d'ailleurs ne contestent pas l'importance de l'aide reçue, mais ils disent aussitôt : « Les Arabes en ont reçu autant. Comparez ce que nous avons fait et ce qu'ils ont fait. » Il est vrai que l'aide américaine aux proches voisins arabes d'Israël, Égypte, Syrie, Jordanie, Irak, Liban de 1946 à 1965, atteint 1860 millions de dollars; mais c'est comparer l'incomparable. D'un côté

⁴¹ *Idem.*

⁴² Erreur de l'auteur. Sir Winston Churchill est mort en 1965. NdE.

cette manne de dollars tombe, sur un tout petit pays peuplé de deux millions et demi d'habitants et de l'autre sur d'immenses étendues désertiques (et condamnées pour la plupart par la nature du sol à le demeurer) peuplées de 50 millions d'hommes. Qu'on calcule par tête et au mètre carré et l'on verra qu'il n'y a pas de commune mesure...

Il ne faut pas oublier non plus qu'Israël qui a bénéficié à son installation de la venue de tous les azimuts d'une élite incomparable de savants, [156] d'agronomes, d'ingénieurs et de techniciens de toutes sortes est beaucoup plus apte à tirer parti pleinement de cette manne que les pays sous-développés qui l'entourent où cette élite est presque tout entière à créer. Bref, qu'Israël est un « coin » industrialisé et moderne de type occidental enfoncé dans le sein d'un monde oriental en voie de développement.

Il faut enfin ajouter que les Israéliens qui ont le sens de la publicité sont plus habiles à faire valoir ce qu'ils font que les Arabes et que le monde est tout prêt à les écouter.

L'aide des U.S.A. à Israël n'est évidemment pas désintéressée. Tête de pont colonialiste au Moyen-Orient et fondé de pouvoir de l'impérialisme américain, Israël est lui-même colonisé. Isaac Deutscher ⁽⁴³⁾ raconte qu'un haut fonctionnaire de Tel-Aviv lui énuméra les usines que les Israéliens n'avaient pas le droit de construire parce que les Américains s'y opposaient, en particulier les usines sidérurgiques et les usines de matériel [157] agricole. En revanche ils avaient toute liberté de construire des usines pour fabriquer des jouets et des ustensiles de cuisine en plastique...

Voilà Israël en somme réduit à l'État d'une quelconque république d'Amérique centrale ou latine. Les investissements américains s'y sont tellement multipliés qu'un grand nombre de sociétés sont aujourd'hui aux mains des Américains : les usines de produits chimiques de Haïffa par exemple. Fondé en grande partie grâce aux U.S.A., Israël est devenu une vaste fondation américaine. C'est dire que les canons de la 6e flotte ne protègent pas seulement « un peuple menacé d'extermination » mais aussi les intérêts économiques américains. Il y avait donc d'autant moins lieu de craindre « la destruction » d'Israël...

Sans l'assistance de la puissante et riche communauté juive américaine et du gouvernement des U.S.A., sans leur aide financière et leurs investissements les Israéliens malgré leur travail et leur opiniâtreté n'auraient pas pu faire fleurir le désert à l'abri des [158] mitraillettes. Sans les dollars, il n'y aurait pas de « miracle » israélien.

Sans armes étrangères non plus, Israël n'aurait pu ni s'installer ni se maintenir ni se développer comme un cancer au sein du monde arabe.

La presse occidentale insiste en effet volontiers sur l'origine des armes, chinoise ou soviétique, des « terroristes » palestiniens. Elle oublie qu'en 1948 Israël ne fut sauvé que par les armes tchèques livrées aux sionistes avec l'accord de Staline.

Lorsque les Égyptiens coulèrent si brillamment l'escorteur *Eilath* de même, la presse insista lourdement sur l'origine soviétique des fusées, comme si le succès des diverses *Blitzkrieg* israéliens n'était pas dû aux Mirage français et aux chars anglais américains et français. On nous laissa même entendre que les serveurs des lance-fusées étaient probablement des spécialistes soviétiques. On

⁴³ *Temps Modernes*, n° 258, p. 800.

voudrait en effet nous persuader à la fois que les Égyptiens sont des incapables et qu'ils constituent un danger pour l'existence d'Israël!

Notre nouveau parti de l'étranger [159] n'en est pas à une contradiction près. Il ne s'embarrasse pas plus de scrupules logiques que de scrupules moraux, comme le montre, par exemple, sa parfaite indifférence au sort des réfugiés palestiniens. Comment n'être pas révolté de voir quêter et prêcher pour les plus forts, les plus riches, les plus puissants, mobiliser les bonnes volontés en faveur du vainqueur alors que ses victimes, qui ont tout perdu, parfois deux ou trois fois en 20 ans, et qu'on pourchasse à coups de canon jusque dans les camps où ils ont trouvé refuge, n'intéressent personne ou presque ?

Il faut croire que le martyr juif a épuisé la compassion dont les Français sont capables. Chacun a ses pauvres - les nôtres, nous les préférons avec de puissantes et de riches alliances.

Le martyr des réfugiés palestiniens qui dure maintenant depuis vingt ans, ce nouvel Exode, cette nouvelle Diaspora laissent nos belles consciences d'une parfaite insensibilité.

Car c'est naturellement en faveur d'Israël que les Cesbron et autres Cau, ces hérauts du conformisme qui [160] jouent les héros pour hurler avec les loups ont donné de la plume.

Qui a rappelé, raconté, décrit le sort révoltant des réfugiés palestiniens qui explique à lui seul et justifie les attentats, les bombardements des kibboutz et le refus des Arabes de faire la paix avec Israël, tant que ces fantômes, reproches à peine vivants, erreront aux bords de leur patrie perdue ?

Où a-t-on vu rappeler, quand la 3e guerre israélo-arabe éclata, que ce problème vieux de 20 ans était une des causes essentielles du conflit, sinon dans quelques lettres et dans quelques tribunes libres du *Monde*, dans quelques journaux chrétiens et dans la presse communiste qui n'est pas allée pourtant jusqu'à organiser en faveur des Palestiniens une collecte comme celle qu'elle a faite en faveur du Vietnam. Sans doute les dirigeants du P.C. sont-ils sans illusions sur l'opinion de leurs militants et sympathisants à l'égard du conflit israélo-arabe.

Il faut dire que l'ignorance de l'opinion publique française à l'égard [161] du problème des réfugiés a été très soigneusement entretenue par la propagande sioniste qui nie même qu'il y ait un problème.

Après avoir chassé par la terreur et réduit à l'exil et à la misère un peuple entier pour s'installer à sa place, les sionistes en effet ont tenté de persuader l'opinion internationale que les Palestiniens étaient partis d'eux-mêmes. Refusant le retour ou l'indemnisation de leurs victimes, ordonnés par l'O.N.U., les sionistes pour se débarrasser d'un problème gênant moralement et surtout, nuisible à la bonne réputation d'un État fondé sur la Bible ont imaginé de persuader le monde que les réfugiés étaient les artisans de leurs propres malheurs, les responsables de leur Exode.

Il fallait y penser!

Après le transfert des populations et celui des propriétés, les Israéliens se livraient en somme au transfert des responsabilités.

D'où la légende des appels à la fuite lancés par les différentes radios arabes pour inciter les Palestiniens à abandonner leur patrie pour se réfugier [162] dans les pays-frères en attendant d'y revenir dans les fourgons des armées arabes victorieuses.

Dans un discours à la Knesseth, le 11 octobre 1961, Ben Gourion déclara: « Nous possédons des preuves évidentes qu'ils ont quitté ce pays sur les ordres de leaders arabes. »

Un journaliste irlandais, Erskine B. Childers, voulut voir ces preuves. Il ne put jamais les obtenir. Chacun en avait entendu parler, chacun en parlait mais personne ne les avait jamais vues. Childers découvrit en revanche des témoins irrécusables : les enregistrements de la B.B.C., conservés au British Museum, de toutes les émissions du Moyen-Orient en 1948. Il n'y trouva pas un seul appel, une simple suggestion même d'une radio arabe à l'intérieur ou à l'extérieur de la Palestine faits aux Palestiniens d'évacuer le pays. Il y entendit au contraire de nombreux conseils et même des ordres de rester sur place que les émissions juives et les journaux de l'époque mentionnent.

Si ces ordres avaient existé au reste l'Irgoun aurait-il eu besoin d'avertir [163] les Arabes des villes : « le typhus et choléra vont apparaître en avril et mai » et d'organiser, par précaution, quelques massacres, comme celui de Dir Yassin plus efficaces encore que les menaces d'épidémie puisqu'ils provoquèrent la fuite de quelque 100 mille Palestiniens de Jaffa en une trentaine d'heures, par mer, par terre, à pied, à cheval et en voiture !

Ce n'est pas non plus d'eux-mêmes que les Palestiniens partirent de Saint Jean-d'Acre en mai, de Lydda et de Ramleh le 11 juillet, et de la Galilée occidentale. A Lydda et à Ramleh le 12 juillet, les Israéliens par haut-parleurs donnèrent une demi-heure aux habitants pour partir, faute de quoi les portes de leurs maisons seraient enfoncées. Pour partir à pied car les véhicules avaient été réquisitionnés en même temps que tous les hommes valides arrêtés. Trente mille femmes, vieillards et enfants – 60.000 selon un journaliste sioniste - s'enfuirent encouragés par les obus de mortier qui éclataient sur leurs talons. Beaucoup, paraît-il, moururent en route.

[164]

A Jérusalem, où les terroristes de l'Irgoun et les soldats de la Haganah faisaient la loi dès le mois d'avril, les sionistes par haut-parleurs encore avertirent ceux qui hésitaient à partir : « la route de Jéricho est encore libre, fuyez Jérusalem si vous ne voulez pas être tués ».

Aussi convaincants et plus émouvants que les archives du British Museum, il y a les témoignages de quelques sionistes de bien comme celui de Nathan Chofshi que nous avons déjà cité. Il y a aussi celui de témoins non juifs. Le fait que Glubb Pacha ait commandé la Légion arabe et donc soit un témoin engagé dans le combat ne retire rien à la valeur logique et au simple bon sens de ses arguments : « Il n'est pas vrai que les réfugiés arabes soient partis volontairement, comme la propagande juive en a d'abord persuadé le monde. Des émigrants volontaires ne quittent pas leur maison en emportant seulement les vêtements qu'ils ont sur le dos. Des gens qui ont décidé d'aller [165] s'installer ailleurs ne partent pas dans une hâte telle que les membres d'une même famille se trouvent séparés, que le mari perde de vue sa femme, ou les parents leurs enfants. Le fait est que la majorité s'enfuit en proie à la terreur. Un massacre survenu de temps à autre contribuait à les chasser plus loin, non pas que beaucoup de gens fussent tués à la fois, mais tout juste suffisamment pour qu'ils continuent à se sauver. D'autres y furent incités à la suite de coups ou d'actes indécents. » ⁽⁴⁴⁾

⁴⁴ *A Soldier With the Arabs*, p. 251.

Le commandant Edgar O'Ballance, un observateur impartial, dans l'ouvrage qu'il publia en 1948 sur la guerre israélo-arabe, remarque : « De nombreux sympathisants d'Israël furent épouvantés par la façon impitoyable dont les habitants furent arrachés à leurs foyers et repoussés par les armées qui avançaient, et ce procédé troubla la conscience de bien des gens en Occident. Les Israéliens ne s'en excusèrent pas, car cela faisait partie de leur plan de reconquête de la [166] Terre Promise, où il n'y avait pas place pour d'importants groupes étrangers hostiles. » ⁽⁴⁵⁾

Ce qui se passe aujourd'hui dans les territoires occupés et que quelques reporters courageux comme Yves Cuau ont eu le courage de raconter, donne une idée de ce qui a pu se passer en 1948...

Le médiateur des Nations unies, le comte Folke Bernadotte, demanda à l'Assemblée générale que « le droit incondicional des réfugiés à opérer un libre choix (entre le retour et l'indemnisation) soit pleinement respecté » et ajouta: « Ce serait un déni de justice si l'on refusait à ces victimes innocentes le droit de retourner chez elles, alors que des immigrants juifs affluent en Palestine et menacent de remplacer de façon permanente les réfugiés arabes implantés dans le pays depuis des siècles ». Il avait le sens de la justice. Il allait être assassiné. L'Assemblée vota, le 11 décembre 1948, un an à peu près après avoir voté le partage de la Palestine, [167] une résolution dont le paragraphe 11 stipulait « qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers... »

Chaque année depuis vingt ans cette résolution 194 est reprise à de légères variantes près par l'O.N.U. Ce rappel annuel, pure formalité, suffit à satisfaire la conscience des Nations Unies pourtant directement responsables du drame. Israël n'en a cure. Seul résultat obtenu : le déblocage des comptes en banque des Palestiniens qu'Israël avait gelés qui fut présenté comme un geste d'une grande générosité...

La légende selon laquelle les Arabes de Palestine auraient fui d'eux-mêmes ou pour obéir à des consignes n'a pas été forgée dans le seul souci de faire bonne figure dans l'aréopage des nations civilisées. Elle avait un but plus terre à terre, c'est le cas de le dire. Il s'agissait de justifier les lois scélérates [168] qui permirent aux Israéliens de s'appropriier les terres arabes. Comme cet «arrêté d'urgence sur la propriété des personnes absentes», par exemple, pris en 1948 et transformé en loi en 1950, qui considère comme personne absente «tout Palestinien qui a quitté son domicile principal avant le 1^{er} août 1948».

Que les centaines de milliers de Français qui étaient sur les routes en 1940 et qui ont pris, en ignorance de cause, le parti d'Israël, imaginent qu'à leur retour d'exode ils aient trouvé leurs biens gelés puis expropriés par un arrêté de ce genre pris par l'occupant et ils réviseront leur jugement, sans doute.

Pour l'honneur d'Israël, il y eut quelques voix pour s'élever contre cette scandaleuse expropriation de tout un peuple, et ses hypocrites défenseurs, les nouveaux pharisiens. Le rabbin R. Benjamin, par exemple, qui écrivit : « Il nous faut en fin de compte avouer publiquement la vérité: nous n'avons pas le droit moralement de nous opposer au retour des réfugiés arabes dans leurs pays... Jusqu'à ce [169] que nous ayons commencé à racheter le péché que nous avons commis contre les réfugiés arabes, nous n'avons pas le droit de poursuivre le

⁴⁵ *The Arab Israeli War*, p. 209.

retour de l'Exil. Nous n'avons pas le droit de demander aux Juifs américains de quitter un pays qui a été pris par d'autres, tandis que ses possesseurs sont sans foyer et misérables. »

Le rabbin déclara ensuite: « Nous n'avons pas le droit d'occuper la maison d'un Arabe si nous ne l'avons pas payée à son juste prix. Le même principe prévaut pour les champs, les jardins, les magasins, les ateliers. Nous n'aurions pas le droit de créer un foyer national et de réaliser l'idéal du sionisme avec les biens d'autrui. Se livrer à un tel acte est du brigandage. Je suis étonné que le rabbin Herzog et tous ceux qui parlent au nom de la morale juive et citent les dix commandements consentent à de tels procédés. La conquête politique ne saurait abolir la propriété privée. » (46)

William Zukermann, ancien rédacteur en chef du *Jewish Newsletter* [170] reconnut lui-même : « Le fait que les Arabes se soient enfuis, pris de panique à cause d'un danger réel ou imaginaire, n'est pas une excuse pour les priver de leurs maisons, de leurs champs et de leurs moyens d'existence. Personne n'est exempt de panique en temps de guerre, les Juifs moins que tous les autres. Les priver de leurs maisons et de leurs biens parce qu'ils ont, comme la plupart des hommes, cherché à se mettre en sûreté, eux et leurs enfants, est une grave injustice... C'est l'abolition de tous les principes moraux sur lesquels les Juifs ont fondé leur civilisation et leur mode de vie depuis l'époque des Prophètes jusqu'à nos jours ? Comment un peuple ayant mené pendant des siècles une vie de réfugiés et mangé le pain amer de l'exil peut-il commencer sa renaissance politique en commettant un acte d'injustice envers d'autres réfugiés ?

« L'aspect le plus tragique de toute cette affaire n'est pas seulement qu'une grave injustice collective a été commise, mais que les Israéliens et les Juifs de la Diaspora la légitiment et [171] la glorifient, en en faisant un acte de fier patriotisme, de justice historique et d'héroïsme. Avant que cette effroyable confusion mentale soit dissipée, il ne sera pas possible de prendre des mesures pratiques ». (47)

Arnold Toynbee, au cours d'une conférence à l'Université de McGill de Montréal, ne ménagea pas non plus son auditoire israélite. A la lâcheté unanime avec laquelle la plupart des gens cèdent encore aujourd'hui au chantage « aux 6 millions de martyrs », on imagine quel courage il lui fallut !

L'historien déclara que « la façon dont les Juifs avaient traité les Arabes en 1947 était aussi indéfendable du point de vue moral que le massacre des 6 millions de Juifs par les nazis et que « la chose la plus tragique dans la vie humaine était de voir des gens qui avaient souffert infliger à leur tour des souffrances ». Et au sujet des réfugiés et de la façon dont les Juifs avaient acquis la plus grande partie des terres en Israël en dépossédant les [172] Arabes, il ne mâcha pas ses mots : « Pour m'exprimer brutalement, c'est un acte de brigandage, et je suis sûr que celui-ci pèse aux consciences juives. J'ai dit à haute voix ce que vous vous dites en votre conscience. »

Les consciences juives, en Israël et ailleurs, se font apparemment de plus en plus rares.

La « loi des absents » est une entre bien d'autres des lois forgées pour l'appropriation légale par l'État d'Israël des terres des Palestiniens. Inutile d'entrer dans le détail des spoliations commises au nom du droit de conquête. D'innombrables articles et ouvrages y ont été consacrés.

⁴⁶ *Jewish Newsletter*, 1^{er} décembre 1958.

⁴⁷ *Jewish Newsletter*, 1^{er} décembre 1958 et 14 décembre 1959.

Qu'il suffise de savoir qu'elles ont révolté des juristes israéliens eux-mêmes et de citer la protestation du comité central de la revue *Ner* réunissant, entre autres personnalités, le penseur juif Martin Buber et le président du comité juridique de la Knesset à propos de la loi dite « d'acquisition des terres » du 10 mars 1953 : « La loi d'acquisition des terres, dont le sens réel est le vol des terres pour des gens habitants de l'État qui sont [173] des agriculteurs comme vous, des citoyens d'Israël comme vous. Il n'y a qu'une différence entre eux et vous : ils sont arabes et vous êtes juifs ». (48)

En Israël, on l'a déjà vu, c'est une différence qui compte.

Grâce à ces lois « scélérates » israéliennes, les terres cultivées par les Juifs passèrent de 928 km², dans la Palestine mandataire en 1941-1942 à 3240 km² en 1961-1962, dans l'État d'Israël, plus petit de 6300 km². Depuis, naturellement, le mouvement d'appropriation n'a fait que s'accroître. La dernière en date des spoliations, condamnée par les U.S.A. eux-mêmes, en décembre dernier, étant l'expropriation de 300 hectares dans la Jérusalem arabe occupée à la suite de l'agression de juin, et annexée par Israël malgré l'opposition déclarée de l'O.N.U...

En décidant le partage de la Palestine, l'O.N.U. avait ordonné : « Il ne sera procédé à aucune expropriation de terre possédée par un Arabe dans [174] l'État juif, sauf en cas d'intérêt public. Dans tous les cas d'expropriation, une indemnité fixée par la Cour suprême sera versée avant l'expropriation ! » L'O.N.U., dans sa candeur, n'imaginait pas que l'intérêt public en Israël était d'exproprier et d'évincer les Palestiniens...

La position des Arabes, elle, a toujours été d'une parfaite netteté, d'une parfaite honnêteté. Elle n'a pas changé. Eux n'ont trompé personne. Le malheur a voulu qu'on ne les écoute pas et qu'on trouve normal que l'O.N.U., pitoyablement impuissante à faire appliquer ses propres résolutions, s'arroge le prodigieux pouvoir, par un simple vote, d'imposer un État étranger à un peuple qui n'en veut pas, en violant le principe dont la sauvegarde est sa raison d'être : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En 1920, l'émir Fayçal se déclarait prêt à accueillir les Juifs en Palestine, aussi bien qu'il avait reçu peu de temps auparavant les Arméniens qui avaient échappé au massacre, mais, à l'époque, il n'était question que d'un Foyer juif et non d'un État, à plus forte raison [175] d'un État purement juif qui ferait des Arabes des minoritaires dans leur propre patrie.

La lettre que l'émir Fayçal envoya à un sioniste américain, Félix Frankfurter, qui allait devenir conseiller de Roosevelt, est malheureusement restée lettre morte. Pas par la faute de son auteur. Sa noblesse, l'ouverture d'esprit qu'elle montre, fait rêver à ce qui aurait pu être : « Arabes et Juifs sont cousins, ils subissent le même genre d'oppression entre les mains de nations puissantes et, par une heureuse coïncidence, ils ont fait ensemble un premier pas vers l'acquisition de leurs droits nationaux... nous souhaitons cordialement la bienvenue aux Juifs du Retour... nous travaillerons ensemble pour faire revivre et réformer le Proche-Orient. Nos deux mouvements se complètent. Ils sont tous deux nationalistes et non pas impérialistes... »

L'émir se trompait. Il était aussi trompé. Par les Anglais qui ne tinrent pas, à propos de cette terre trop promise, leurs engagements à la réalisation desquels était subordonné son [176] accord avec Weizmann sur l'établissement d'un « Foyer national » juif en Palestine.

⁴⁸ Cité par Maxime Rodinson, *Les Temps Modernes*, n° 253 bis, p. 79.

Cinquante ans après, le président Nasser, dans son entretien avec Emmanuel d'Astier, utilisait encore les mêmes termes que l'émir et, en une image frappante, résumait le problème tel que le sionisme l'a posé et a prétendu le résoudre dans l'intervalle : « Les Juifs sont nos cousins. Nous avons cohabité des siècles durant. Nous pouvons vivre ensemble dans une maison, mais personne ne peut prendre la maison tout entière et en chasser les autres ». ⁽⁴⁹⁾

C'est pourtant ce que les sionistes ont fait. Ils n'en sont pourtant plus à se justifier. Ils accusent ! « Les pays arabes exploitent le problème des réfugiés », disent-ils. Cette moderne plaie d'Égypte serait complaisamment entretenue par l'Égypte elle-même et les autres pays arabes ! Comme si, pour ces pays qui ont déjà trop de bouches à nourrir, trop de bras à faire travailler, la charge d'accueillir plus [177] d'un million de réfugiés n'était pas écrasante et ne constituait pas un problème de chaque jour. Pour la Jordanie notamment dont la majeure partie des ressources agricoles et touristiques provient de cette Cisjordanie que les Israéliens viennent de lui arracher et dont la population a plus que triplé depuis 1948 par l'afflux des vagues successives des réfugiés palestiniens !

La propagande israélienne accuse aussi les pays arabes de ne rien faire pour la réinstallation des réfugiés. Il suffit d'aller en Jordanie où les Palestiniens occupent une place de choix dans la vie politique, économique et sociale du petit royaume pour voir combien c'est faux. Cette accusation vise en fait à dissimuler une vérité gênante pour Israël et lourde de menaces pour l'avenir.

Ce ne sont pas les gouvernements arabes qui ne veulent pas réinstaller les Palestiniens. Ce sont les réfugiés eux-mêmes qui refusent de l'être. Ils ne veulent être réinstallés que sur le sol de la patrie qui leur a été arrachée. Accepter leur réinstallation ailleurs [178] impliquerait qu'ils renoncent à récupérer les terres, les maisons, les biens qui étaient leurs et sur lesquels la plus haute autorité internationale a reconnu leurs droits imprescriptibles. Au Moyen-Orient non plus, on n'emporte pas la patrie à la semelle de ses souliers.

Accepter leur réinstallation dans les pays voisins, ce serait admettre le triomphe définitif de la force, de la ruse et de la richesse sur le droit et la justice. Ce serait accepter un passé douloureux pour un avenir plus douloureux encore, car reconnaître Israël d'hier et d'aujourd'hui c'est reconnaître Israël de demain, c'est-à-dire un État qui depuis sa création ne cesse, inexorablement, de réaliser de fait accompli en fait accompli, d'actions punitives en guerres préventives, ses vieux rêves expansionnistes « du Nil à l'Euphrate ».

On ne voit pas de quel droit d'ailleurs on pourrait demander aux Palestiniens de se résigner à reconnaître les faits accomplis depuis vingt ans alors que les Allemands, malgré leurs responsabilités, leurs crimes et leurs [179] défaites, n'ont pas encore reconnu la ligne Oder-Neisse et que les U.S.A., vingt ans après la victoire de Mao Tsé-Toung refusent toujours de reconnaître la Chine communiste et exigent, au risque de déconsidérer un peu plus l'O.N.U., que 600 millions de Chinois continuent d'y être représentés par Tchang Kai-Chek qui ne règne que sur Formose !..

Non, vraiment, on ne voit pas pourquoi les Palestiniens seuls devraient oublier le passé, renoncer à leurs droits et laisser l'occupant tirer parti de leurs terres et de leurs ressources et, de plus en plus riche et de plus en plus fort, leur en arracher de nouvelles.

⁴⁹ *L'Événement*, août-septembre 1967.

Les Israéliens sans vergogne décidément - le tact n'est pas le fort des peuples neufs et triomphants - disent volontiers aussi que les Arabes ont « gonflé » le nombre des réfugiés. Il y aurait parmi eux, paraît-il, quelques dizaines de milliers qui n'auraient pas droit à ce titre enviable et qui profiteraient indûment des 1500 à 2000 calories que l'U.N.W.R.A. accorde à chacun d'eux par jour, juste ce qu'il faut [180] pour survivre sans échapper toutefois aux carences alimentaires ! Et si cela était, qu'est-ce que cela changerait au sort des centaines de milliers d'autres qui eux, incontestablement, ont tout juste le droit de ne pas mourir de faim ?

De pareils arguments paraissent singulièrement révoltants venant d'un peuple dont on pouvait espérer que ses souffrances passées lui auraient au moins appris à respecter la souffrance d'autrui.

Par leur cynisme et par leur frivolité, ils rappellent les ignobles plaisanteries faites après la guerre sur les fours crématoires qui auraient été des couveuses. Car, rappelez-vous, il s'est trouvé des gens pour dire que le nombre des victimes du nazisme avait été grossi...

Osera-t-on encore utiliser de tels arguments maintenant que l'agression de juin dernier a « gonflé » le nombre des réfugiés plus que les resquilleurs n'auraient jamais pu le faire ? Aujourd'hui que 245.000 réfugiés nouveaux sont venus s'ajouter aux 320.000 déjà installés dans les camps de Jordanie, [181] qu'en Syrie 117.000 autres se sont agglutinés aux 145.000 qui s'y trouvaient déjà, et qu'on estime à 1 million le nombre de personnes déplacées à la suite de la campagne-éclair des panzers de Dayan ?

L'Exode d'ailleurs n'est pas terminé. A la suite des mesures d'occupation, à Gaza notamment - couvre-feu permanent, perquisitions incessantes, mesures vexatoires - visant à rendre la vie impossible aux Arabes, chaque jour de nouveaux Palestiniens se réfugient en Jordanie ou en Égypte. Selon l'*Observer*, 30.000 à 35.000 habitants de Gaza ont, depuis l'exode qui a suivi la guerre, encore abandonné la ville. Aujourd'hui comme en 1948, il s'agit d'obliger les Arabes à fuir pour se débarrasser des problèmes que pose à l'occupant leur présence et laisser le champ libre à la colonisation juive.

Plutôt que d'énumérer les arguments répugnants utilisés par les Israéliens pour justifier leur indifférence au sort des réfugiés et leur mépris des Palestiniens (« qu'ils partent ou qu'ils restent qu'est-ce que cela peut me faire ? » répondit Dayan interrogé sur [182] le sort des habitants des territoires occupés), mieux vaut citer l'admirable dénonciation des nouveaux pharisiens par un Juif qui n'a pas oublié qu'il était Juif : « Le Christ est un réfugié palestinien. Moi qui suis juif, je le comprends, je le vois. Pourquoi tant de chrétiens sont-ils aveugles ? Pourquoi ont-ils pris parti pour les plus riches, les plus forts, les plus puissants, pour ceux qui ont livré à la mort celui que je considère moi, Juif, comme un rabbi pauvre de mon espèce, insupportable à la bourgeoisie et que vous, chrétiens, considérez comme votre Messie ? Qui a assassiné le Christ ? On va bientôt le savoir, si on ne le sait déjà, par les événements de Palestine. »⁽⁵⁰⁾

Il y aura bientôt un an qu'Israël a vu triompher une fois de plus sa politique du *Lebensraum*.⁽⁵¹⁾

⁵⁰ *L'Orient*, 31-12-67.

⁵¹ «Espace vital», notion invoquée par les nationaux-socialistes comme justification d'une politique expansionniste. NdE.

Et tout déjà recommence comme avant et avec plus de gravité : attentats, représailles, ratissages, dynamitages de maisons et même destruction de camps de réfugiés, incursions et raids aériens punitifs contre la Jordanie.

Les soldats de Dayan engrangent joyeusement une nouvelle moisson de haine.

Jadis les jeunesses sionistes de l'extrémiste Jabotinsky, en jetant des pierres dans les vitrines des journaux juifs de gauche, à Varsovie, criaient : « L'Allemagne à Hitler! l'Italie à Mussolini! la Palestine à nous! ». La Palestine aujourd'hui est à eux. Les soldats de Dayan chantent fièrement: « Tu es à nous, Sion, de Dan à la Mer Rouge, de la Méditerranée au Jourdain »... Des paroles qui rappellent étonnamment la strophe interdite du *Deutschland über Alles* que seuls chantent encore les néo-nazis : « *Von der Maas bis an die Memel, von der Etsch bis an der Belt* » (De la Meuse à la Memel, de l'Adige au Belt). Le peuple élu réinvente tout naturellement les chants du *Herrenvolk*. Il est vrai que la notion de *Herrenvolk* ["peuple des seigneurs"] n'est que la traduction laïque et militaire de la notion mystique du Peuple élu. La mystique décidément ne cessera jamais de se dégrader en politique.

Une situation à l'algérienne est en [184] train de se développer. Après la découverte d'une bombe dans un cinéma de Jérusalem, des bandes de jeunes Israéliens ont attaqué les chauffeurs de taxi arabes : les petits-fils des victimes des pogromes découvrent les plaisirs de la ratonnade. Dans leur lutte contre le « terrorisme » les Israéliens en sont déjà à distribuer des fusils, qu'ils surveillent du coin de l'œil, à quelques chefs bédouins triés sur le volet, leurs harkis.

La comparaison avec la lutte algérienne n'a rien de désespérant pour les résistants palestiniens. En France aussi, naguère, on niait l'existence d'une nation algérienne comme aujourd'hui en Israël on nie l'existence d'un peuple palestinien. Après des années de lutte et de souffrance, les Algériens sont parvenus à prouver à la France qu'ils existaient. S'ils le veulent, les Palestiniens peuvent également le démontrer à Israël.

Ils savent en tout cas désormais qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. L'U.R.S.S. peut bien envoyer des armes, de l'argent; elle tient plus à la coexistence pacifique [185] qu'à la cause palestinienne. Elle l'a prouvé lors de la dernière guerre. Les U.S.A., de toute leur puissance militaire et économique, appuient leur fondé de pouvoir israélien au Moyen-Orient. L'O.N.U., comme toujours et comme partout, est impuissante. Depuis 1948 et le vote du fameux 11 de la résolution 194 toujours rappelé, jamais observé, les Palestiniens ne peuvent plus en douter. De l'Europe, traumatisée par la guerre, il n'y a rien non plus à attendre. Sa ferveur pro-israélienne est à la mesure de sa mauvaise conscience à l'égard des Juifs qu'elle a laissé massacrer. De toute manière, l'Occident se met plus volontiers à la place du colonisateur qu'à celle du colonisé, à celle des Israéliens qu'à celle des Arabes. D'autant que ces Juifs en devenant israéliens ont fini par nous ressembler. Ils osent faire ce que nous n'osons plus faire. Ils osent être ce que nous n'osons plus être. Ils sont apparemment en train de réussir ce que nous avons raté. Nos regrets et nos vœux les accompagnent...

Les Palestiniens ont appris aussi, [186] hier des Algériens, aujourd'hui des Vietnamiens, que ce que la violence a fait, seule la violence peut le défaire. ⁽⁵²⁾

⁵² Une histoire juive a eu beaucoup de succès à Tel-Aviv après la guerre des 6 jours. « Comment avez-vous fait ? » câble de Saigon le Général Ky, envieux, à Dayan. « Vous auriez moins d'ennuis si vous vous battiez contre des Arabes », répond Dayan.

Le jour où les commandos palestiniens feront retentir le monde de leurs exploits, comme jadis les bandes du Stern et de l'Irgoun y réussirent si bien, le monde découvrira qu'ils existent et qu'ils ont des droits.

Ce jour-là, les Israéliens qui n'ont aujourd'hui pour eux que mépris, celui du vainqueur pour le vaincu, des forts pour les faibles, des riches pour les pauvres, des développés pour les sous-développés, commenceront de les respecter.

Ce jour-là peut-être le dialogue deviendra possible.

Il faudra ce jour-là que les Palestiniens se rappellent, malgré les souffrances endurées et leur compréhensible soif de vengeance, l'appel que viennent de lancer des romanciers, des journalistes, des professeurs, des [187] médecins, des avocats, des cinéastes israéliens contre « la violation des Droits de l'Homme en Israël et dans les territoires occupés » dont ils sont actuellement victimes.

« Des citoyens israéliens, Juifs et Arabes sont astreints à résidence surveillée ou détenus sans jugement.

« Des punitions collectives, notamment le dynamitage de maisons et l'imposition du couvre-feu, continuent à être infligées aux habitants des territoires occupés à un rythme alarmant. Des familles de travailleurs et de paysans, enfants, femmes et vieillards, sont privées d'abri et de moyens d'existence. Le flot de réfugiés fuyant la zone de Gaza et la rive occidentale du Jourdain se poursuit. Un nombre croissant d'Arabes est chassé de la rive occidentale sur l'ordre du gouverneur militaire israélien.

« Où nous conduisent ces méthodes sinon vers un gouffre de haine ? De tels actes ne peuvent que renforcer la résistance clandestine, faire de nouvelles victimes dans les deux camps et favoriser une nouvelle guerre aux conséquences imprévisibles.

[188]

« Un peuple qui en domine un autre s'expose à la dégénérescence morale et mine son propre régime démocratique. Un peuple qui en opprime un autre finit par perdre sa liberté et celle de ses citoyens.

« Citoyens juifs! Rappelez-vous comment des non-juifs courageux s'étaient tenus à nos côtés dans les moments de détresse. Le malheur s'est maintenant abattu sur le peuple arabe frère. Pensez-vous qu'il soit juste que vous vous en laviez les mains, que vous vous taisiez? » (*Le Monde*, 12 mars 1968.)

Seule une centaine d'intellectuels israéliens ont signé cet appel.
Les derniers des justes.

[189]

Contre Israël était achevé fin février.

Le 21 mars, l'agression israélienne contre la Jordanie - un Sakhiet de 110 km de long, avec blindés, artillerie, aviation, parachutistes et le ratissage du camp de réfugiés de Karamé qui abritait des résistants palestiniens, est venue cruellement confirmer mes prévisions. J'aurais préféré me tromper.

Le Conseil de Sécurité, une fois de plus, a condamné à l'unanimité Israël. Platoniquement, comme d'habitude. A l'action de représaille israélienne, le Conseil de Sécurité a répliqué en effet par des «menaces» de sanctions... Et pour faire plaisir aux U.S.A., qui patronnent Israël, [190] le Conseil de Sécurité a tenté de renvoyer dos à dos l'agresseur et sa victime, en condamnant toutes les violences. Comme si les actions de résistance à l'occupation étaient à mettre sur le même plan que les violences de l'agresseur et de l'occupant, alors que les premières sont le fait d'individus et de groupes palestiniens qui échappent effectivement à l'autorité des différents gouvernements arabes) et que les secondes sont le fait de forces régulières d'un État qui les a savamment préparées et méticuleusement exercées. Une voix, heureusement, a protesté contre cette assimilation qui n'est en fait qu'un tour de passe-passe pour escamoter la distinction entre l'agresseur et la victime de l'agression : celle de la France par la bouche de son représentant, Armand Béard.

Après le vote, Israël a fait savoir qu'il continuerait de se livrer à toutes les opérations qu'il jugerait nécessaires à sa sécurité. Et on a appris peu après qu'il mettait au point un plan quinquennal de développement des territoires occupés...

[191]

« Bravo petit », dira sans doute Jean Cau.

Il semble pourtant que cette dernière agression d'Israël contre la Jordanie, ait commencé d'ouvrir les yeux de beaucoup de ceux qui ont été si longtemps abusés par une information toute acquise à l'État sioniste à l'exception, bien sûr, de ceux qui veulent les tenir fermés.

Achevé d'imprimer le 18 avril 1968, sur les presses de la SIP à Montreuil, d'après une maquette de Pierre Fauchoux, pour le compte de Jean-Jacques Pauvert, éditeur. N° d'éditeur: 635. Dépôt légal 2^e trimestre 1968.

AAARGH

SITE CRÉÉ EN 1996 PAR UNE ÉQUIPE INTERNATIONALE

<http://vho.org/aaargh>

<http://aaargh.com.mx>

<http://litek.ws/aaargh>

Un tribunal a demandé à certains fournisseurs d'accès de "filtrer" l'accès à nos sites. Les lecteurs français, et eux seuls, devront donc aller chercher des anonymiseurs:

http://www.freeproxy.ru/en/free_proxy/cgi-proxy.htm

Ou chercher sur Google (anonymiseur, anonymizer, proxies, etc.)

FRANÇAIS ! FRANÇAISES ! SI VOUS VOULEZ SAVOIR CE QU'ON VOUS CACHE, IL FAUT RECOURIR AUX ANONYMISEURS. FACILES ET GRATUITS. EXEMPLES:

TAPEZ [HTTP://ANON.FREE.ANONYMIZER.COM](http://anon.free.anonymizer.com)/[HTTP://WWW.AAARGH.COM.MX/](http://www.aaargh.com.mx/)

OU: [HTTP://AAARGH.COM.MX.NYUD.NET:8090](http://AAARGH.COM.MX.NYUD.NET:8090)

OU: [HTTP://VHO.ORG.NYUD.NET:8090/AAARGH](http://VHO.ORG.NYUD.NET:8090/AAARGH)

OU : [HTTP://ANONYMOUSE.ORG/CGI-BIN/ANON-WWW.CGI/HTTP://VHO.ORG/AAARGH/](http://ANONYMOUSE.ORG/CGI-BIN/ANON-WWW.CGI/HTTP://VHO.ORG/AAARGH/)

**EN UN CLIC VOUS ÊTES SUR L'AAARGH, *BINOCHÉ OR NOT BINOCHÉ* !
FAITES-EN UNE LISTE ET COLLEZ-LA SUR VOTRE BUREAU.**

**OU ALORS AYEZ RECOURS À UN FOURNISSEUR D'ACCÈS QUI SOIT HORS DE FRANCE, LE SEUL PAYS QUI CÈDE
À L'OBSCURANTISME.**

Nous travaillons en français, en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, en roumain, en russe, en tchèque, en danois, en indonésien, en portugais, en hébreu, en polonais, en suédois, en néerlandais et flamand, en arabe, en hongrois, en serbe et en croate... en attendant les autres. Un peu d'instruction ne fait pas de mal...

LES PÉRIODIQUES DE L'AAARGH

<http://revurevi.net>

Conseils de révision

Gazette du Golfe et des banlieues

The Revisionist Clarion

Il resto del ciclo

El Paso del Ebro

Das kausale Nexusblatt

O revisionismo em lingua português

Arménichantage

NOUVEAUTÉS DE L'AAARGH

<http://aaargh.com.mx/fran/nouv.html>

<http://vho.org/aaargh/fran/nouv.html>

LIVRES (350) DES ÉDITIONS DE L'AAARGH

<http://vho.org/aaargh/fran/livres/livres.html>

<http://aaargh.com.mx/fran/livres/livres.html>

DOCUMENTS, COMPILATIONS, AAARGH REPRINTS

<http://aaargh.com.mx/fran/livres/reprints.html>

<http://vho.org/aaargh/fran/livres/reprints.html>

ABONNEMENTS GRATUITS (E-MAIL)

revclar@yahoo.com.au

elrevisionista@yahoo.com.ar

MAIL: aaarghinternational@hotmail.com

POUR ÊTRE TENUS AU COURANT DES PÉRÉGRINATIONS DE L'AAARGH ET RECEVOIR LA *LETTRE DES AAARGHONAUTES* (EN FRANÇAIS, IRRÉGULIÈRE): elrevisionista@yahoo.com.ar

Nous nous plaçons sous la protection de l'article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme:

<http://www.un.org/french/aboutun/dudh.htm>

L'AAARGH, POUR NE PAS MOURIR IDIOTS.

FAITES DES COPIES DU SITE. REJOIGNEZ L'AAARGH. DIFFUSEZ L'AAARGH. TRAVAILLEZ POUR L'AAARGH.

TRAVAILLONS TOUS À NOTRE LIBERTÉ COMMUNE.

CERTAINS VEULENT ABROGER LA LOI GAYSSOT. NOUS, NOUS L'IGNORONS. NOUS PIÉTINONS GAIMENT LA CENSURE.